

CONSEIL COMMUNAL DE SCHAERBEEK  
GEMEENTERAAD VAN SCHAARBEEK

SEANCE DU 30 MARS 2022  
VERGADERING VAN 30 MAART 2022

PRÉSENTS-AANWEZIG : Mme-mevr. Cécile Jodogne, Bourgmestre ff-Présidente-wnd  
Burgemeester-Voorzitster; M.-h. Vincent Vanhalewyn, Échevin-Schepens; M.-h. Mehmet  
Bilge, Echevin-Schepens; Mme-mevr. Adelheid Byttebier, Échevine-Schepene; M.-h. Michel  
De Herde, Échevin-Schepens; M.-h. Frederic Nimal, Mmes-mevr. Sihame Haddioui,  
Deborah Lorenzino, MM.-hh. Thomas Eraly, Quentin Van den Hove, Mme-mevr. Lorraine  
de Fierlant, Echevin-Schepens; MM.-hh. Bernard Guillaume, Georges Verzin, Emin  
Ozkara, Ibrahim Dönmez, Abobakre BOUHJAR, Mme-mevr. Angelina Chan, MM.-hh. Axel  
Bernard, Hasan Koyuncu, Mme-mevr. Done Sonmez, MM.-hh. Arnaud Verstraete,  
Matthieu Degrez, Mmes-mevr. Leila Lahssaini, Leticia Sere, Lucie Petre, M.-h. Mohammed  
Abkoui, Mmes-mevr. Naima Belkhatir, Emel Kose, Vanessa Loodts, Marie Nyssens, MM.-  
hh. Cedric Mahieu, Elyass EL YAKOUBI, Mamadou Bah, Kevin Likaj, Mohamed Echouel, Yuri  
DEBELDER, Mme-mevr. Maité Bodart, Conseillers communaux-Gemeenteraadsleden; M.-  
h. Philippe Den Haene, Secrétaire Communal Adjoint-Adjunct gemeentesecretaris.

ABSENTS-AFWEZIG : -

EXCUSÉS-VERONTSCHULDIGD : M.-h. Bernard Clerfayt, Mme-mevr. Fatiha El Khattabi, M.-h. Taoufik  
Ben addi, Mmes-mevr. Claire Geraets, Fatima Ben Abbou, MM.-hh. Abdelhakim El Karaoui,  
Emel Dogançan, Yusuf Yildiz, Conseillers communaux-Gemeenteraadsleden.

EN DÉBUT DE SÉANCE-IN HET BEGIN VAN DE VERGADERING : MM.-hh. Sadik Koksal, Hamza BOUKHARI,  
Conseillers communaux-Gemeenteraadsleden.

Mme Jodogne, Bourgmestre, préside l'assemblée qu'elle ouvre en séance publique à  
18 heures et 40 minutes.

De openbare vergadering wordt geopend om 18.40 uur onder voorzitterschap van mvr.  
Jodogne, Burgemeester.

Elle est satisfaite au prescrit de l'article 89 de la nouvelle loi communale et le procès-  
verbal de la séance du 23/02/2022 (18:30) est tenu sur le bureau à la disposition des  
membres du Conseil.

Er wordt voldaan aan de voorschriften van artikel 89 van de nieuwe gemeentewet en de  
notulen van de vergadering van 23/02/2022 (18:30) zijn ter beschikking van de raadsleden  
ter tafel neergelegd.

Monsieur De Belder est désigné par le sort pour voter le premier lors du vote par appel  
nominal.

De heer De Belder is door het lot aangewezen om als eerste te stemmen bij hoofdelijke  
stemming.

La traduction simultanée des débats est assurée par Monsieur Van Wassenhoven.  
De vertaling staande vergadering wordt door de heer Van Wassenhoven verzekerd.

COMMUNICATIONS – MEDEDELINGEN

\* \* \* \* \*

Madame la Bourgmestre ff intervient

Monsieur Verzin intervient et dépose une motion d'ordre demandant de retirer les points  
15 et 16.

Madame la Bourgmestre ff répond

Monsieur Bouhjar intervient

Madame la Bourgmestre ff répond

Monsieur Mahieu intervient  
Madame la Bourgmestre ff et Monsieur Vanhalewyn répondent  
Monsieur Verzin intervient  
Monsieur Vanhalewyn répond et propose de porter le point 16 : Plan de végétalisation, en  
commission.  
Monsieur Verzin intervient  
Madame la Bourgmestre ff répond et propose un vote pour le report du point 15.

Vote à mains levées --- Stemming met handopsteken :

8 voix pour, 22 voix contre et 7 abstentions --- 8 stemmen voor, 22 stemmen tegen en 7  
onthoudingen

Le point 15 reste à l'ordre du jour --- Punt 15 blijft op de agenda

\* \* \* \* \*

\* \* \* \* \*

Madame la Bourgmestre ff intervient concernant l'organisation des commissions du  
conseil communal qui se feraient, pour la plus grande partie, via une réunion Teams.

\* \* \* \* \*

## SEANCE PUBLIQUE - OPENBARE VERGADERING

SECRÉTAIRE COMMUNAL --- GEMEENTESECRETARIS

Bureau des assemblées --- Kantoor der vergaderingen

SP 1.- ASBL Jeunesse 1030 - Remplacement de Monsieur Elyass EL YAKOUBI par Madame  
Muriel FAGOT à l'AG et au CA --- VZW Jeugd 1030 - Vervanging van de heer Elyass EL  
YAKOUBI door mevrouw Muriel FAGOT in de AV en de BR

DÉCISION DU CONSEIL --- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. --- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité.

Vu la nouvelle loi communale et plus particulièrement son article 120;  
Vu les statuts de l'ASBL Jeunesse 1030 (anciennement Sport Schaerbeekois);  
Vu la démission de Monsieur Elyass EL YAKOUBI comme représentant à l'Assemblée Générale  
et au Conseil d'Administration de l'ASBL Jeunesse 1030;  
Vu le courriel de Madame Deborah LORENZINO, Echevine, proposant de remplacer Monsieur  
Elyass EL YAKOUBI par Madame Muriel FAGOT;  
DÉCIDE :  
de désigner Madame Muriel FAGOT, domiciliée avenue Rogier, 17 à 1030 Schaerbeek comme  
représentante de la Commune de Schaerbeek à l'AG et au CA, en remplacement de Monsieur  
Elyass EL YAKOUBI démissionnaire.

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.

Gelet op de nieuwe gemeentewet en in het bijzonder haar artikel 120;  
Gelet op de statuten van vzw Jeunesse 1030 (vroegere Sport Schaerbeekois);  
Gezien het ontslag van de heer Elyass EL YAKOUBI als vertegenwoordiger bij de Algemene  
Vergadering en de Raad van Bestuur van de vzw Jeunesse 1030;  
Gelet op de mail van mevrouw Deborah LORENZINO, Schepen, die mevrouw Muriel FAGOT  
voordraagt, ter vervanging van de heer Elyass EL YAKOUBI;

BESLUIT :

om mevrouw Muriel FAGOT, Rogierlaan, 17 te 1030 Schaarbeek aan te duiden als vertegenwoordiger van de gemeente Schaarbeek temidden van de AV en de RB van de vzw Jeunesse 1030, ter vervanging van de heer Elyass EL YAKOUBI, ontslagnemende.

\* \* \* \* \*

Monsieur Boukhari entre en séance -- De h. Boukhari treedt ter vergadering

\* \* \* \* \*

FINANCES / RECEVEUR COMMUNAL -- FINANCIËN / GEMEENTEONTVANGER

Budget et contrôle -- Begroting & controle

SP 2.- Motion relative au coût de l'aide sociale supporté par le budget communal -- Motie over de kosten van de sociale hulp te betalen door de gemeentebegroting

Monsieur De Herde et Monsieur Eraly exposent le point  
Madame Chan, Madame Lahssaini, Monsieur Verzin, Monsieur Degrez, Madame Bodart, Monsieur Mahieu et Madame Loodts interviennent  
Madame la Bourgmestre ff répond

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. -- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité.

Considérant les difficultés auxquelles sont confrontées les grandes villes et communes de Belgique ;

Considérant les 8000 bénéficiaires du Revenu d'Intégration sociale (RIS) ou Equivalent du Revenu d'Intégration sociale (ERIS) du CPAS Schaarbeek en 2022;

Considérant l'augmentation constante et importante du nombre de bénéficiaires du RIS, alors que le nombre de bénéficiaires ERIS restent stables ;

Considérant que les RIS sont remboursés à concurrence de 70 % par l'Etat fédéral, le solde de 30% des RIS restant à charge du CPAS, c'est-à-dire de la dotation communale versée chaque année par la commune à son CPAS ;

Considérant qu'à Schaarbeek la dotation communale au CPAS s'élève à 46 millions en 2022 ;

Considérant l'augmentation récente des dépenses de personnel à charge des pouvoirs locaux ;

Considérant l'augmentation de la précarité étudiante ;

Considérant que Schaarbeek est la 6<sup>e</sup> commune la plus pauvre de Belgique au niveau du revenu par habitant ;

Considérant que les derniers chiffres statistiques (IBSA) comparant les communes sont les données de l'année 2020 ;

Considérant qu'en ce qui concerne Schaarbeek, les différents indicateurs de la pauvreté se sont détériorés depuis 2020 ;

Considérant que le nombre de RIS pour 100 habitants à Schaarbeek est de 5,11 ;

Considérant que le nombre de RIS pour 100 habitants est de 3,44 en Région bruxelloise, de 0,89 à Woluwe-Saint-Pierre (commune la plus basse) et de 5,91 à Molenbeek (commune la plus haute) ;

Considérant qu'entre 2005 et 2020, le nombre de RIS à Schaarbeek a évolué de 264% (x 2,64 puisque le nombre de RIS était de 2.567 en 2005 et de 6.788 en 2020. Il est de 7.851 en 2021) ;

Considérant que l'évolution des RIS est, pour la Région bruxelloise de 207%, de 142% pour Saint-Gilles (évolution la plus faible) et de 430% pour Ganshoren (évolution la plus importante) ;

Considérant que la commune de Schaarbeek dépense 1.005€ par habitant, hors dotation au

CPAS et à la zone de Police, alors que la moyenne en Région bruxelloise est de 1.370€ et que ce montant est de 780€ à Ganshoren et de 964€ à Koekelberg (communes les plus basses) et de 2.173€ à Saint-Josse et de 2.609€ à Bruxelles-Ville (communes les plus hautes) ;  
Considérant que le rendement du PRI de Schaerbeek (par 100 points par habitant) est de 12€ par habitant alors qu'il est en moyenne de 19€ par habitant en Région bruxelloise, de 10€ pour Jette et Koekelberg (communes les plus basses) et respectivement de 33€ et 39€ pour Saint-Josse et Bruxelles-Ville (communes les plus hautes).

#### DEMANDE

1. au Gouvernement fédéral ainsi qu'au Parlement fédéral de réaffirmer que la Sécurité Sociale demeure le principal filet de protection sociale du pays, les interventions du CPAS étant un régime subsidiaire, et en conséquence de garantir le financement durable de la Sécurité sociale ;
2. au Gouvernement fédéral ainsi qu'au Parlement fédéral une réforme du subventionnement du RIS qui tend au remboursement intégral par l'Etat fédéral aux CPAS des revenus d'intégration ;
3. au Gouvernement régional bruxellois ainsi qu'au Parlement régional une majoration des aides apportées aux communes dont le nombre de citoyens bénéficiaires du RIS est largement supérieur à la moyenne régionale ;
4. aux Gouvernements des communautés d'intensifier leurs politiques en faveur des étudiants précarisés.

#### CHARGE

Le Collège des Bourgmestre et Echevins de transmettre cette motion aux Gouvernements et parlements respectifs.

#### DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.

Overwegende de moeilijkheden waarmee de grote steden en gemeenten in België te kampen hebben;

Overwegende de 8000 begunstigden van het Sociaal Integratie Inkomen (RIS) of het Sociaal Integratie Inkomen Equivalent (ERIS) van het OCMW Schaarbeek in 2022;

Overwegende de constante en aanzienlijke stijging van het aantal RIS-begunstigden, terwijl het aantal ERIS-begunstigden stabiel blijft;

Overwegende het feit dat de RIS tot 70% door de federale staat worden terugbetaald, wordt de resterende 30% van de RIS betaald door het OCMW, d.w.z. de gemeentelijke subsidie die elk jaar door de gemeente aan haar OCMW wordt betaald;

Overwegende dat in Schaarbeek de gemeentelijke dotatie aan het OCMW 46 miljoen bedraagt in 2022;

Overwegende de recente stijging van de personeelskosten van de plaatselijke autoriteiten ;

Overwegende de toename van studenten in een precaire situatie ;

Overwegende dat Schaarbeek de 6e armste gemeente van België is in termen van inkomen per hoofd van de bevolking

Overwegende dat de meest recente statistische cijfers (IBSA) waarin de gemeenten met elkaar worden vergeleken, voor het jaar 2020 zijn;

Overwegende dat voor Schaarbeek de verschillende armoede-indicatoren sinds 2020 zijn verslechterd

Overwegende het feit dat het aantal RIS per 100 inwoners in Schaarbeek 5,11 bedraagt;

Overwegende het aantal RIS per 100 inwoners 3,44 bedraagt in het Brussels Gewest, 0,89 in Sint-Pieters-Woluwe (laagste gemeente) en 5,91 in Molenbeek (hoogste gemeente);

Overwegende het aantal RIS in Schaarbeek tussen 2005 en 2020 met 264% is geëvolueerd (x 2,64 aangezien het aantal RIS 2.567 bedroeg in 2005 en 6.788 in 2020. In 2021 zal het 7.851 zijn);

Overwegende het feit dat de evolutie van de RIS voor het Brussels Gewest 207% bedraagt, 142% voor Sint-Gillis (de laagste evolutie) en 430% voor Ganshoren (de hoogste evolutie);

Overwegende dat de gemeente Schaarbeek 1.005 euro per inwoner uitgeeft, exclusief het OCMW en de politiezone, terwijl het gemiddelde in het Brussels Gewest 1.370 euro bedraagt en dit bedrag 780 euro bedraagt in Ganshoren en 964 euro in Koekelberg (de laagste gemeenten) en 2.173 euro in Sint-Joost en 2.609 euro in Brussel-Stad (de hoogste gemeenten);

Overwegende dat het rendement van de PRI Schaarbeek (per 100 punten per inwoner) 12

euro per inwoner bedraagt, terwijl het in het Brussels Gewest gemiddeld 19 euro per inwoner bedraagt, 10 euro voor Jette en Koekelberg (de laagste gemeenten) en respectievelijk 33 euro en 39 euro voor Sint-Joost en Brussel-Stad (de hoogste gemeenten)

VRAAGT

1. aan de federale regering en het federale parlement te bevestigen dat de sociale zekerheid het belangrijkste sociale vangnet van het land blijft, waarbij de tussenkomsten van het OCMW een subsidiaire regeling zijn, en bijgevolg de duurzame financiering van de sociale zekerheid te garanderen;
2. aan de federale regering en het federale parlement om een hervorming van de subsidiëring van het RIS die gericht is op de volledige terugbetaling van de integratie-inkomsten door de federale staat aan de OCMW's;
3. aan de regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en het Brussels Hoofdstedelijke parlement om een verhoging van de steun aan gemeenten waarvan het aantal RIS-begunstigden veel hoger ligt dan het gewestelijke gemiddelde;
4. aan de regeringen van de gemeenschappen om hun beleid ten gunste van kansarme studenten te intensiveren.

VERZOEKT

het college van burgemeester en schepenen op deze motie aan de respectieve regeringen en parlementen te bezorgen

\* \* \* \* \*

Monsieur Köksal entre en séance -- De h. Köksal treedt ter vergadering

\* \* \* \* \*

#### Budget -- Begroting

SP 3.- Fonds Régional Bruxellois de Refinancement des Trésoreries Communales - Plans financiers 2022-2024 - Avenant à la convention de prêt - Approbation -- Brussels Gewestelijk Herfinancieringsfonds van de Gemeentelijke Thésaurieën - Financieel plan 2022-2024 - Aanhangsel aan de leningovereenkomst - Goedkeuring

#### DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Décidé, par 32 voix contre 0 et 7 abstention(s). -- Besloten, met 32 stem(men) tegen 0 en 7 onthouding(en).

#### LE CONSEIL COMMUNAL

Décidé, par 32 voix contre 0 et 7 abstention(s).

Vu la convention du 18 juillet 2002 conclue entre le fonds Régional Bruxellois de Refinancement des Trésoreries communales, le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, le collège réuni, la commune de Schaerbeek et le CPAS de Schaerbeek;  
Sur proposition du collège des Bourgmestre et Echevins du 22 mars 2022;

DECIDE :

D'approuver la signature de l'avenant de la convention de prêt entre la Commune et le FRBRTC

#### DE GEMEENTERAAD

Besloten, met 32 stem(men) tegen 0 en 7 onthouding(en).

Gelet op de overeenkomst van 18 juli 2022 tussen het Brussels Gewestelijk Herfinancieringsfonds van de Gemeentelijke Thésaurieën, de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, het Verenigd college, de Gemeente Schaarbeek en het OCMW van Schaarbeek; Op basis van het voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen van 22 maart 2022;

BESLUIT :

het aanhangsel aan de leningovereenkomst tussen de Gemeente en de BGHGT goed te keuren

Contrôle --- Controle

SP 4.- ASBL "Jeunesse 10 30" - Comptes 2019 - Prise d'acte --- VZW "Jeunesse 10 30" - Rekeningen 2019 - Akte nemen

DÉCISION DU CONSEIL --- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. --- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité.

Vu les articles 117 et 123 de la Nouvelle Loi Communale.

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions.

Vu la délibération du Conseil communal du 27 mars 2019 adoptant le règlement relatif aux subventions communales.

Considérant que les comptes 2019 de l'ASBL «Jeunesse 10 30» affichent un résultat négatif de -11.188,87€ et des fonds propres s'élevant à 72.447,07€ pour l'exercice 2019.

Vu la décision du 15 mars 2022 par laquelle le Collège prend acte du résultat négatif de -11.188,87€ et des fonds propres s'élevant à 72.447,07€ pour l'exercice 2019.

PREND ACTE

Des comptes 2019 de l'ASBL «Jeunesse 10 30», déposés au dossier, qui affichent un résultat négatif de -11.188,87€ et des fonds propres s'élevant à 72.447,07€.

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.

Gelet op de artikelen 117 en 123 van de nieuwe gemeentewet.

Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en het gebruik van sommige toelagen.

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 27 maart 2019 goedkeurend het règlement betreffende de gemeentelijke toelagen.

Overwegende dat de rekeningen van de VZW "Jeunesse 10 30" een negatief saldo van -11.188,87€ en een eigen vermogen van 72.447,07€ voor het dienstjaar 2019 vertonen.

Gelet op de beslissing van 15 maart 2022 waarin het College akte neemt van het negatief saldo van -11.188,87€ en een eigen vermogen van 72.447,07€ voor het dienstjaar 2019.

NEEMT AKTE

van de, bij het dossier gehechte, rekeningen 2019 van de VZW "Jeunesse 10 30", die een negatief saldo van -11.188,87€ en een eigen vermogen van 72.447,07€ vertonen.

SP 5.- ASBL "Amis de la Morale Laique de Schaerbeek" en abrégé "AML de Schaerbeek" - Comptes 2020 - Prise d'acte --- VZW "Amis de la Morale Laique de Schaerbeek" in afkorting "AML de Schaerbeek" - Rekeningen 2020 - Akte nemen

DÉCISION DU CONSEIL --- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. --- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité.

Vu les articles 117 et 123 de la Nouvelle Loi Communale.

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions.

Vu la délibération du Conseil communal du 27 mars 2019 adoptant le règlement relatif aux subventions communales.

Considérant que les comptes de l'ASBL "AML de Schaerbeek" affichent un résultat négatif de -378,02€ et des fonds propres s'élevant à 5.375,81€ pour l'exercice 2020.

Vu la décision du 08 mars 2022 par laquelle le Collège prend acte du résultat négatif de -378,02€ et des fonds propres s'élevant à 5.375,81€ pour l'exercice 2020.

PREND ACTE

Des comptes de l'ASBL "Amis de la Morale Laïque de Schaerbeek", déposés au dossier, qui affichent résultat négatif de -378,02€ et des fonds propres s'élevant à 5.375,81€ pour l'exercice 2020.

#### DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.

Gelet op artikelen 117 en 123 van de nieuwe gemeentewet.

Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en het gebruik van sommige toelagen.

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 27 maart 2019 goedkeurend het règlement betreffende de gemeentelijke toelagen.

Overwegende dat de rekeningen van de VZW "AML de Schaerbeek" een negatief saldo van -378,02€ en eigen vermogen ter waarde van 5.375,81€ voor het dienstjaar 2020 vertonen.

Gelet op de beslissing van 08 maart 2022 waar het College akte neemt van het negatief saldo van -378,02€ en eigen vermogen ter waarde van 5.375,81€ voor het dienstjaar 2020.

NEEMT AKTE

van de, bij het dossier gehechte, rekeningen van de VZW "Amis de la Morale Laïque de Schaerbeek", die een negatief saldo van -378,02€ en eigen vermogen ter waarde van 5.375,81€ voor het dienstjaar 2020 vertonen.

SP 6.- ASBL "Society Against Violent Extremism Belgium" en abrégé "S.A.V.E." - Comptes 2020 - Prise d'acte -- VZW "Society Against Violent Extremism Belgium" in afkorting "S.A.V.E." - Rekeningen 2020 - Akte nemen

#### DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. -- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.

#### LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité.

Vu les articles 117 et 123 de la Nouvelle Loi Communale.

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions.

Vu la délibération du Conseil communal du 27 mars 2019 adoptant le règlement relatif aux subventions communales.

Considérant que les comptes 2020 de l'ASBL "S.A.V.E." affichent un résultat négatif de -158.640,24€ et des fonds propres négatifs s'établissant à -5.936,31€.

Vu la décision du 22 mars 2022 par laquelle le Collège prend acte du résultat négatif de -158.640,24€ et des fonds propres négatifs s'établissant à -5.936,31€ pour l'exercice 2020.

PREND ACTE

Des comptes 2020 de l'ASBL "Society Against Violent Extremism Belgium", déposés au dossier, qui affichent un résultat négatif de -158.640,24€ et des fonds propres négatifs s'établissant à -5.936,31€.

#### DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.

Gelet op artikelen 117 en 123 van de nieuwe gemeentewet.

Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en het gebruik van sommige toelagen.

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 27 maart 2019 goedkeurend het

reglement betreffende de gemeentelijke toelagen.

Overwegende dat de rekeningen van de VZW "S.A.V.E." een negatief saldo van -158.640,24€ en eigen negatief vermogen ter waarde van -5.936,31€ voor het dienstjaar 2020 vertonen. Gelet op de beslissing van 22 maart 2022 waar het College akte neemt van het negatief saldo van -158.640,24€ en eigen negatief vermogen van -5.936,31€ voor het dienstjaar 2020.

NEEMT AKTE

van de, bij het dossier gehechte, rekeningen 2020 van de VZW "Society Against Violent Extremism Belgium", die een negatief saldo van -158.640,24€ en eigen negatief vermogen van -5.936,31€ vertonen.

SP 7.- ASBL "TRANSIT" - Comptes 2020 - Prise d'acte -- VZW "TRANSIT" - Rekeningen 2020 - Akte nemen

DÉCISION DU CONSEIL --- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. --- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité.

Vu les articles 117 et 123 de la Nouvelle Loi Communale.

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions.

Vu les délibérations du Conseil communal du 27 mars 2019 adoptant le règlement relatif aux subventions communales.

Considérant que les comptes de l'ASBL "TRANSIT" affichent un résultat négatif de -52.642,00€ et des fonds propres négatifs s'élevant à -275.621,00€ pour l'exercice 2020.

Vu la décision du 22 mars 2022 par laquelle le Collège prend acte du résultat négatif de -52.642,00€ et des fonds propres négatifs s'élevant à -275.621,00€ pour l'exercice 2020.

PREND ACTE

Des comptes 2020 de l'ASBL "TRANSIT", déposés au dossier, qui affichent un résultat négatif de -52.642,00€ et des fonds propres négatifs s'élevant à -275.621,00€.

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.

Gelet op artikelen 117 en 123 van de nieuwe gemeentewet.

Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en het gebruik van sommige toelagen.

Gelet op de beraadslagingen van de Gemeenteraad van 27 maart 2019, het reglement betreffende de gemeentelijke toelagen goedkeurend.

Overwegende dat de rekeningen van de VZW "TRANSIT" een negatief saldo van -52.642,00€ en negatief eigen vermogen ter waarde van -275.621,00€ voor het dienstjaar 2020 vertonen.

Gelet op de beslissing van 22 maart 2022 waar het College akte neemt van het negatief saldo van -52.642,00€ en negatief eigen vermogen van -275.621,00€ voor het dienstjaar 2020.

NEEMT AKTE

van de, bij het dossier gehechte, rekeningen 2020 van de VZW "TRANSIT", die een negatief saldo van -52.642,00€ en negatief eigen vermogen van -275.621,00€ vertonen.

SP 8.- Fabrique d'Eglise Sainte Marie - Budget 2022 - Aviser favorablement --- Kerkfabriek Sint Maria – Begroting 2022 - Gunstig adviseren

DÉCISION DU CONSEIL --- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. --- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité.

Vu l'article 37 du décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'églises



modifié par l'ordonnance du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 19 février 2004

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes ;

Vu les articles 117, 255 et 256 de la nouvelle loi communale ;

Vu l'ordonnance du 18 juillet 2002 portant diverses réformes en vertu de la loi spéciale du 13 juillet 2001 portant transfert de diverses compétences aux régions et communautés;

Vu l'arrêté Ministériel de la Région de Bruxelles-Capitale approuvant le compte 2020 de la Fabrique d'Eglise Sainte Marie;

Vu l'arrêté du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale approuvant le budget 2021 de la Fabrique d'Eglise Sainte Marie;

Vu le budget de l'exercice 2022 de la Fabrique d'Eglise Sainte Marie, arrêté par le Conseil de Fabrique;

Considérant que ce document a été arrêté comme suit par l'administration fabricienne :

Budget 2022	Recettes	Dépenses
ordinaires	15.400,00€	93.119,87€
arrêtées par l'Evêque	/	28.020,00€
extraordinaires	144.195,68€	37.650,00€
TOTAL	159.595,68€	158.789,87€

Considérant qu'aucune intervention communale est sollicitée par cette administration fabricienne pour couvrir ses dépenses;

DECIDE :

D'aviser favorablement le budget de l'exercice 2022 de la Fabrique d'Eglise Sainte Marie.

#### DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.

Gelet op artikel 37 van het keizerlijk decreet dd. 30 december 1809 betreffende de kerkfabrieken gewijzigd per ordonnantie van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 19 februari 2004;

Gelet op de wet van 4 maart 1870 op het tijdelijke der erediensten ;

Gelet op artikelen 117, 255 en 256 van de nieuwe Gemeentewet ;

Gelet op de ordonnantie van 18 juli 2002 houdende diverse hervormingen krachtens de bijzondere wet van 13 juli 2001 houdende overdracht van diverse bevoegdheden aan de gewesten en de gemeenschappen;

Gelet op het ministerieel besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke regering die de rekening voor het dienstjaar 2020 van de kerkfabriek Sint Maria goedkeurd;

Gelet op het ministerieel besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke regering die de begroting voor het dienstjaar 2021 van de kerkfabriek Sint Maria goedkeurd;

Gelet op de begroting van het dienstjaar 2022 van de kerkfabriek Sint Maria, vastgesteld door de raad van de kerkfabriek;

Overwegende dat dit document door het kerkbestuur als volgt werd vastgesteld:

Begroting 2022	Ontvangsten	Uitgaven
Gewone	15.400,00€	93.119,87€
Door de bisschop vastgesteld	/	28.020,00€
Buitengewone	144.195,68€	37.650,00€
TOTAAL	159.595,68€	158.789,87€

Overwegende dat er geen gemeentelijke tussenkomst door de kerkfabriek gevraagd wordt om haar uitgaven te kunnen dekken;

BESLUIT :

Een gunstig advies te verlenen voor de begroting van het dienstjaar 2022 van de kerkfabriek Sint Maria.

SP 9.- Fabrique d'Eglise Epiphanie - Compte 2021 - Aviser favorablement -- Kerkfabriek Epifanie - Rekening 2021 - Gunstig adviseren

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. -- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité.

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809, modifié par l'ordonnance du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 19 février 2004;  
Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes ;  
Vu les articles 117, 255 et 256 de la nouvelle loi communale ;  
Vu l'ordonnance du 18 juillet 2002 portant diverses réformes en vertu de la loi spéciale du 13 juillet 2001 portant transfert de diverses compétences aux régions et communautés;  
Vu l'arrêté du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale approuvant le compte 2020 de la Fabrique d'Eglise Epiphanie;  
Vu le compte de l'exercice 2021 de la Fabrique d'Eglise Epiphanie,  
Attendu que ce compte a été arrêté comme suit par l'administration fabricienne :

Recettes	Dépenses	Excédent
61.352,71€	39.679,27€	21.673,44€

DECIDE :

d'avis favorablement le compte de l'exercice 2021 de la Fabrique d'Eglise Epiphanie.

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.

Gelet op het keizerlijk decreet van 30 december 1809, gewijzigd per ordonnantie van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 19 februari 2004;  
Gelet op de wet van 4 maart 1870 op het tijdelijke der erediensten ;  
Gelet op artikelen 117, 255 en 256 van de nieuwe Gemeentewet ;  
Gelet op de ordonnantie van 18 juli 2002 houdende diverse hervormingen krachtens de bijzondere wet van 13 juli 2001 houdende overdracht van diverse bevoegdheden aan de gewesten en de gemeenschappen ;  
Gelet op het ministerieel besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke regering die de rekening voor het dienstjaar 2020 van de kerkfabriek Epifanie goedkeurd;  
Gelet op de rekening voor het dienstjaar 2021 van de kerkfabriek Epifanie;  
Overwegende dat deze rekening als volgt door het kerkbestuur werd vastgesteld :

Ontvangsten	Uitgaven	Overschot
61.352,71€	39.679,27€	21.673,44€

BESLUIT :

een gunstig advies te verlenen voor de rekening van het dienstjaar 2021 van de kerkfabriek Epifanie.

DÉVELOPPEMENT STRATÉGIQUE ET DURABLE -- STRATEGISCHE EN DUURZAME ONTWIKKELING (SDO)

Mobilité -- Mobiliteit

SP 10.- Demande d'autorisation du chef de corps pour le placement et l'utilisation de bodycam sur le territoire de la commune de Schaerbeek - Approbation --  
Toestemmingsaanvraag van de korpschef voor de plaatsing en het gebruik van bodycams op het grondgebied van de gemeente Schaerbeek - Goedkeuring

Madame Chan et Madame Lahassaini interviennent  
Madame la Bourgmestre ff répond  
Madame Lahssaini, Madame Nyssens et Monsieur Verzin interviennent  
Madame la Bourgmestre ff répond  
Monsieur Verzin intervient

Madame la Bourgmestre ff répond  
Madame Belkhatir intervient  
Madame la Bourgmestre ff répond  
Madame Petre intervient

DÉCISION DU CONSEIL --- BESLISSING VAN DE RAAD

Décidé, par 28 voix contre 0 et 11 abstention(s). --- Besloten, met 28 stem(men) tegen 0 en 11 onthouding(en).

LE CONSEIL COMMUNAL

Décidé, par 28 voix contre 0 et 11 abstention(s).

Vu la loi du 21 mars 2007 réglant l'installation et l'utilisation des caméras de surveillance, et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrête royal du 10 février 2008 définissant la manière de signaler l'existence d'une surveillance par caméra et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 8 mai 2018 relatif aux déclarations d'installations et d'utilisation de caméras de surveillance et au registre d'activités de traitement d'image de caméras de surveillance;

Vu la loi du 5 août 1992 sur la fonction de police, en particulier l'article 25 qui stipule que le service de police peut installer et utiliser des caméras, ou utiliser de manière visible les caméras placées par des tiers sur le territoire qui ressort de sa compétence, après autorisation préalable de principe du conseil communal;

Considérant la demande d'autorisation du chef de corps du 19 octobre 2020 qui portait sur la demande d'utilisation des bodycams sur le territoire de Schaerbeek pour une période de test de novembre jusqu'à fin février 2021.

Vu la décision du conseil communal du 25 novembre 2020 approuvant cette demande du chef de corps;

Considérant la demande du chef de corps du 5 février 2021 de prolonger la période de test d'un mois jusqu'à la fin du mois de mars 2021 pour l'utilisation des bodycams;

Vu la décision du conseil communal du 27 janvier 2021 approuvant cette demande du chef de corps;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale;

Vu l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

DECIDE :

Article 1 :

D'approuver la demande d'autorisation du chef de corps pour le placement et l'utilisation de bodycams sur le territoire de la commune de Schaerbeek.

DE GEMEENTERAAD

Besloten, met 28 stem(men) tegen 0 en 11 onthouding(en).

Gelet op de wet van 21 maart 2007 tot regeling van de plaatsing en het gebruik van bewakingscamera's, en haar volgende wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 10 februari 2008 tot vaststelling van de wijze waarop wordt aangegeven dat er camerabewaking plaatsvindt, en haar volgende wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 mei 2018 betreffende de aangiften van de plaatsing en het gebruik van bewakingscamera's en betreffende het register van de beeldverwerkingsactiviteiten van bewakingscamera's;

Gelet op de wet van 5 augustus 1992 op het politieambt, in het bijzonder artikel 25 dat bepaalt dat de politiedienst camera's mag plaatsen en gebruiken, of op zichtbare wijze gebruik mag maken van camera's geplaatst door derden op het grondgebied waarvoor ze bevoegd is, na voorafgaandelijk principiële goedkeuring van de gemeenteraad;

Overwegende de toestemmingsaanvraag van de korpschef van 19 oktober 2020 die gebruik van de bodycams op het grondgebied van de gemeente Scharbeek tijdens een testperiode van november 2020 tot einde februari 2021.

Gelet op de beslissing van de gemeenteraad van 25 november 2020 ter goedkeuring van deze toestemmingsaanvraag van de korpschef;

Overwegende de vraag van de korpschef van 5 februari 2021 om de testperiode met één maand te verlengen tot einde maart 2021 voor wat betreft het gebruik van de bodycams; Gelet op de beslissing van de gemeenteraad van 27 januari 2021 ter goedkeuring van deze toestemmingsaanvraag van de korpschef; Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet; Gelet op artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest; Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen;

BESLIST :

Artikel 1 :

De toestemmingsaanvraag van de korpschef voor de plaatsing en het gebruik van bodycams op het grondgebied van de gemeente Schaarbeek goed te keuren.

SP 11.- Mise en œuvre du plan régional de mobilité Good Move - Contrat local de mobilité (CLM) "Colignon-Josaphat" - Scénarios de circulation - Pour information -- Uitvoering van het regionaal mobiliteitsplan Good Move - Lokaal mobiliteitscontract "Colignon-Josaphat" - Verkeersscenari - Ter informatie

Monsieur Guillaume, Monsieur Verzin, Madame Chan, Monsieur Dönmez, Monsieur Bouhjar, Madame Lahssaini, Monsieur Mahieu, Monsieur Verstraete et Madame Loodts interviennent  
Madame Byttebier répond  
Monsieur Degrez intervient et expose sa motion  
Madame Nyssens intervient  
Monsieur Vanhalewyn et Madame la Bourgmestre ff répondent

Monsieur Degrez intervient

Vote sur la motion de Monsieur Degrez (point 36) par appel nominal -- Stemming op de motie van de heer Degrez (punt 36) met naamafroeping :  
22 non, 16 oui pour et 1 abstention -- 22 neen, 16 ja en 1 onthouding

La motion est rejetée -- De motie wordt verworpen

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Décidé, par 30 voix contre 6 et 3 abstention(s). -- Besloten, met 30 stem(men) tegen 6 en 3 onthouding(en).

LE CONSEIL COMMUNAL

Décidé, par 30 voix contre 6 et 3 abstention(s).

Vu l'ordonnance du 26 juillet 2013 instituant un cadre en matière de planification de la mobilité et modifiant diverses dispositions ayant un impact en matière de mobilité ;  
Vu les articles 117 et suivants de la Nouvelle Loi Communale ;  
Vu le Plan régional de mobilité Good Move ;  
Vu l'obligation pour les communes bruxelloises de mettre en œuvre ce plan régional à l'échelle communale ;  
Considérant que la commune de Schaerbeek, et la Région de Bruxelles-Capitale dans son ensemble, doit évoluer vers une mobilité durable favorisant les modes de déplacement actifs;  
Vu l'outil « Contrat local de mobilité » introduit par le Plan régional de mobilité Good Move visant à stimuler la mise en œuvre de ce plan, et plus particulièrement du concept de mailles apaisées ;  
Considérant que la commune de Schaerbeek a manifesté son intérêt auprès de la Région de collaborer à la mise en œuvre du Contrat local de mobilité « Colignon-Josaphat » ;  
Considérant que le dossier de la Commune en réponse à l'appel à candidatures « Contrats locaux de mobilité 2019-2024 » a été retenu par le Gouvernement régional ;  
Considérant l'étude « Contrat local de mobilité Colignon-Josaphat » réalisée par les bureaux Stratec et Espaces-Mobilités en collaboration avec la Commune, Bruxelles Mobilité et les opérateurs de transport en commun ;

Considérant que les mesures proposées ont été discutées lors de réunions et de comités d'accompagnements avec les représentants politiques et les services communaux compétents en matière de mobilité, de travaux publics et de sécurité routière, ainsi qu'avec les représentants des instances régionales et des opérateurs de transport en commun ;  
Considérant les décisions du Collège du 3 mars 2020, du 10 mars 2020, du 25 août 2020, du 5 janvier 2021, du 23 février 2021 et du 25 janvier 2022 ;  
Sur proposition du Collège du 25 janvier 2022 ;  
PREND POUR INFORMATION :  
Les propositions approuvées par le Collège du 25 janvier 2022.

#### DE GEMEENTERAAD

Besloten, met 30 stem(men) tegen 6 en 3 onthouding(en).

Gelet op het besluit van 26 juli 2013 tot vaststelling van een kader voor mobiliteitsplanning en tot wijziging van verschillende bepalingen die een impact hebben op mobiliteit;  
Gelet op het artikel 117 en volgende van de nieuwe Gemeentewet;  
Gelet op het gewestelijk mobiliteitsplan Good Move;  
Gelet op de verplichting voor de Brusselse gemeenten om dit gewestplan op gemeentelijk niveau uit te voeren;  
Overwegend dat de gemeente Schaarbeek, en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest als geheel, moet evolueren naar duurzame mobiliteit ten gunste van de actieve weggebruikers;  
Gelet op het instrument "Lokaal Mobiliteitscontract" dat in het kader van het Regionaal Mobiliteitsplan "Good Move" is ingevoerd om de uitvoering van dit plan, en in het bijzonder van het concept "autoluwe mazen", te stimuleren;  
Overwegend dat de gemeente Schaarbeek aan het Gewest haar belangstelling te kennen heeft gegeven om mee te werken aan de uitvoering van het lokaal mobiliteitscontract "Colignon-Josaphat";  
Overwegend dat de kandidatuur van de gemeente in het kader van de oproep tot kandidaatstelling "Lokale mobiliteitscontracten 2019-2024" door de Gewestregering is geselecteerd;  
Overwegend de studie "Lokaal Mobiliteitscontract Colignon-Josaphat", uitgevoerd door de diensten Stratec en Espaces-Mobilités in samenwerking met de gemeente, Brussel Mobiliteit en de openbaarvervoersmaatschappijen;  
Overwegend dat deze maatregelen zijn besproken tijdens vergaderingen en begeleidende comités met politieke vertegenwoordigers en gemeentelijke diensten die verantwoordelijk zijn voor mobiliteit, openbare werken en verkeersveiligheid, alsook met vertegenwoordigers van gewestelijke autoriteiten en maatschappijen van openbaar vervoer;  
Overwegend de besluiten van het college van 3 maart 2020, 10 maart 2020, 25 augustus 2020, 5 januari 2021, 23 februari 2021 en 25 januari 2022;  
Op voorstel van het College van 25 januari 2022;  
NEEMT TER INFORMATIE:  
De voorstellen goedgekeurd door het College van 25 januari 2022.

#### Logement -- Huisvesting

SP 12.- Partenariat Commune - Asbl Comme chez toi - Convention 2022 – Approbation --  
Samenwerking Gemeente - Vzw Comme chez toi - Overeenkomst 2022 – Goedkeuring

Monsieur Mahieu intervient  
Monsieur Eraly répond  
Madame Lahssaini intervient  
Monsieur Eraly répond

#### DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. -- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.

LE CONSEIL COMMUNAL  
Approuvé à l'unanimité.

Vu les articles 117 et 123 de la Nouvelle Loi communale;

Vu sa délibération du 25 juin 2014 approuvant le règlement relatif aux subventions communales;  
Considérant que les subsides supérieurs à 4.500 € et nominatifs au budget doivent être précédés d'une convention de partenariat avec le bénéficiaire;  
Considérant que l'asbl Comme chez toi sollicite une aide pour financer ses activités à Schaerbeek, plus précisément les activités d'accompagnement social pour le projet d'Habitat passif à vocation sociale et communautaire, rue Jolly 170,  
Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins en date du 22/03/2022;  
Considérant qu'il y a lieu de faire droit à ses conclusions;  
DECIDE  
d'approuver le projet de convention, joint au dossier, visant à fixer les conditions de partenariat entre la Commune et l' Asbl Comme chez toi, et de fixer le subside 2022 à 10.000 €.

DE GEMEENTERAAD  
Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.

Gelet op de artikelen 117 en 123 van de nieuwe gemeentewet;  
Gelet op het raadsbesluit van 25 juni 2014 houdende goedkeuring van het reglement betreffende de gemeentelijke toelagen;  
Overwegende dat toelagen van meer dan 4.500 €, ingeschreven op naam op de begroting, voorafgegaan moeten worden van een overeenkomst van samenwerking met de begunstigde;  
Overwegende dat de Vzw Comme chez toi een financiële hulp vraagt om haar activiteiten in Schaarbeek te financieren en meer bepaald de activiteiten van het passieve huis met sociaal en gemeenschappelijk doel, gelegen Jollystraat 170;  
Gelet op het Collegebesluit van 22/03/2022;  
Overwegende dat het past gevolg te geven aan dit besluit;  
BESLUIT  
Het bij het dossier gevoegde ontwerp van overeenkomst goed te keuren, met als doel de samenwerkingsvoorwaarden 2021 tussen de Gemeente en de vzw, alsook de subsidies 2022 ter hoogte van 10.000 € vast te stellen.

#### AFFAIRES GÉNÉRALES -- ALGEMENE ZAKEN

#### Affaires juridiques -- Juridische zaken

SP 13.- Convention d'occupation-type des "espaces de proximité", à conclure avec les associations partenaires, pour les occupations récurrentes, ainsi qu'au Règlement général pour l'occupation de locaux et terrains communaux, pour y prévoir exclusivement le renouvellement des conventions d'occupation conclues avec les associations partenaires, au terme de leur durée d'un an (correspondant à une année scolaire ou une année civile), par tacite reconduction - Modifications - Approbation --  
Bezettingsovereenkomst-type van de "buurtruimtes", te sluiten met de deelnemende verenigingen, voor de terugkerende bezettingen, alsmede aan het Algemeen reglement voor de bezetting van gemeentelijke lokalen en terreinen, om er uitsluitend de vernieuwing van de bezettingsovereenkomsten gesloten met de deelnemende verenigingen op het einde van de duur van een jaar (overeenstemmend met een schooljaar of een kalenderjaar) bij stilzwijgende verlenging in te voegen - Wijzigingen - Goedkeuring

#### DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. -- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.

LE CONSEIL COMMUNAL  
Approuvé à l'unanimité.

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi communale;  
Revu ses délibérations du 28 octobre 2015, 28 septembre 2016, 28 mars 2018, 17 décembre 2018 et 16 décembre 2020;

Vu le rapport au Collège des Bourgmestre et Echevins en sa séance du 22 mars 2022;

Considérant qu'il convient de faire droit aux conclusions de ce rapport;

DECIDE:

D'approuver d'apporter les modifications citées à la Convention d'occupation-type des "espaces de proximité", à conclure avec les associations partenaires, pour les occupations récurrentes, ainsi qu'au Règlement général pour l'occupation de locaux et terrains communaux, pour y prévoir (essentiellement) le renouvellement des conventions d'occupation conclues avec les associations partenaires, au terme de leur durée d'un an (correspondant à une année scolaire ou une année civile), par tacite reconduction (modification de l'article 2 et suppression de l'article 9 de la Convention d'occupation type ; modification de l'alinéa 4 de article 27 du Règlement général pour l'occupation de locaux et terrains communaux ainsi que modification de l'alinéa 1 de l'article 3 de son annexe VII/A).

#### DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.

Gezien het artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

Herzien haar beraadslagingen van 28 oktober 2015, 28 september 2016, 28 maart 2018, 17 december 2018 et 16 december 2020;

Gezien het verslag aan het College van Burgemeester en Schepenen in zitting van 22 maart 2022;

Overwegende dat het past recht te doen aan de conclusies van dit verslag;

BESLUIT:

De genoemde wijzigingen aan te brengen aan de Bezettingsovereenkomst-type van de "buurtruimtes", te sluiten met de deelnemende verenigingen, voor de terugkerende bezettingen, alsmede aan het Algemeen reglement voor de bezetting van gemeentelijke lokalen en terreinen, om er (voornamelijk) de vernieuwing van de bezettingsovereenkomsten gesloten met de deelnemende verenigingen op het einde van de duur van een jaar (overeenstemmend met een schooljaar of een kalenderjaar) bij stilzwijgende verlenging in te voegen, goed te keuren (wijziging van artikel 2 en vernietiging van artikel 9 van de Bezettingsovereenkomst-type ; wijziging van lid 4 van artikel 27 van het Algemeen reglement voor de bezetting van gemeentelijke lokalen en terreinen alsook wijziging van lid 1 van artikel 3 van zijn bijlage VII/A).

#### Gestion immobilière -- Vastgoedbeheer

SP 14.- Immeuble sis Rue de l'Agriculture 110 - Mandat de gestion à l'asbl A.S.I.S. pour le gestion locative de 3 logements communaux - Approbation -- Gebouw gelegen Landbouwstraat 110 - Beheermandaat aan de vzw A.S.I.S. voor verhuurbeheer van 3 gemeentelijke woningen - Goedkeuring

Madame Lahssaini intervient

Madame la Bourgmestre ff répond

#### DÉCISION DU CONSEIL --- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. --- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.

#### LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité.

Vu l'article 117 de la de la Nouvelle Loi communale

Vu les statuts de l'asbl A.S.I.S., sous le n° d'entreprise 458.344.202

Vu son agréation par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale en tant qu'agence immobilière sociale

Considérant que depuis 2015, la totalité des logements communaux sont transférés au Foyer schaarbeekois ou à l'ASIS sur base de baux emphytéotiques

Considérant qu'un transfert de droit réel par bail emphytéotique des 3 logements sis Rue de l'Agriculture 110 n'est pas possible en raison d'une absence d'étude de sol

Considérant qu'un mandat de gestion s'avère le moyen le plus judicieux et le plus flexible pour en confier la gestion à un tiers

Considérant que l'asbl ASIS est un partenaire connu et reconnu en matière de gestion locative  
Considérant qu'il convient d'habiliter l'asbl ASIS spécifiquement à ester en justice au nom et pour compte de la Commune dans toute situation locative litigieuse  
Vu la décision du Collège des Bourgmestres et Echevins du 15.03.2022 approuvant le cadre du mandat de gestion  
Vu la décision du Collège des Bourgmestres et Echevins du 22.03.2022 confirmant la décision du 15.03.2022  
Considérant qu'il y a lieu de faire droit aux conclusions de ces décisions

DECIDE

1. d'approuver le mandat de gestion déposé au dossier, confiant la gestion locative de 3 logements à l'asbl A.S.I.S. jusqu'en 2052
2. d'autoriser l'asbl A.S.I.S. à ester en justice en la cause, devant toute juridiction compétente, à quelque degré que la procédure doive s'intenter afin de récupérer les sommes éventuellement dues en la cause et d'obtenir la résiliation du contrat d'occupation aux torts et griefs de l'occupant

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.

Gelet op het artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet

Gelet op de statuten van de vzw A.S.I.S., onder ondernemingsnummer 458.344.202

Gelet op zijn goedkeuring door de regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest als sociaal vastgoedkantoor

Overwegende dat alle gemeentelijke woningen overgedragen zijn sinds 2015 aan de Schaarbeekse Haard of aan ASIS op basis van erfpachtovereenkomsten

Overwegende dat een overgang van een zakelijke recht door een erfpachtovereenkomst van 3 gemeentelijke woningen gelegen Landbouwstraat 110 onmogelijk is, vanwege het ontbreken van bodemonderzoek

Overwegende dat een beheersmandaat de verstandigste en meest flexibele manier is om het beheer toe te vertrouwen aan een derde partij

Overwegende dat ASIS een bekende en erkende partner is in verhuurbeheer

Overwegende dat ASIS specifiek bevoegd moet zijn om in naam en voor rekening van de gemeente juridische stappen te ondernemen in elke betwiste huursituatie,

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen dd. 15.03.2022 goedkeurend het kader van het project van beheersmandaat

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen dd. 22.03.2022 bevestigend de beslissing dd. 15.03.2022

Overwegende dat het betaamt gevolg te geven aan de conclusies van deze beslissing

BESLUIT

1. het beheersmandaat, neergelegd in het dossier, dat het beheer van 3 woningen aan de vzw A.S.I.S. tot 2052 toevertrouwt, goed te keuren
2. bij gebrek aan een minnelijke schikking wordt de vzw A.S.I.S. gemachtigd terzake in rechte te treden, voor elke bevoegde rechtbank, op eender welk vlak de procedure ook moet worden aangegaan met het oog op het verkrijgen van de mogelijke verschuldigde sommen in deze zaak, en tot ontbinding van het contract ten laste van de bezetter

RESSOURCES HUMAINES --- HUMAN RESOURCES

Appui --- Steun

SP 15.- Modification du cadre du personnel et du personnel ACS - Approbation --- Wijziging van de personeelsformatie en van de Gesco's personeelsformatie - Goedkeuring

Monsieur Verzin et Monsieur Mahieu interviennent

Madame de Fierlant et Madame la Bourgmestre ff répondent

Monsieur Mahieu intervient

Madame la Bourgmestre ff répond

Monsieur Mahieu intervient

Madame de Fierlant et Madame la Bourgmestre ff répondent



DÉCISION DU CONSEIL --- BESLISSING VAN DE RAAD

Décidé, par 23 voix contre 1 et 15 abstention(s). --- Besloten, met 23 stem(men) tegen 1 en 15 onthouding(en).

LE CONSEIL COMMUNAL

Décidé, par 23 voix contre 1 et 15 abstention(s).

Vu les articles 117 et 145 de la nouvelle loi communale ;

Vu la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités ;

Vu sa délibération du 13 mai 1998 fixant le cadre du personnel;

Vu les délibérations du Collège des 2 et 22 février 2022 relatives à l'organigramme de l'administration communale;

Vu la délibération du Collège du 15 juin 2021 relative à la gestion de la cellule Voirie et Occupation temporaire du domaine public;

Vu la délibération du Collège du 22 juin 2021 relative à la réorganisation du département Communication;

Vu la délibération du Collège du 30 juin 2021 relative aux besoins du service Enseignement néerlandophone (garderies);

Vu la délibération du Collège du 13 juillet 2021 relative au transfert du contrôle interne à la direction des services du secrétaire communal;

Vu la délibération du Collège du 28 septembre 2021 transférant les tâches d'affichage du service Gestion de la relation citoyenne vers le département Urbanisme et Environnement;

Vu la délibération du Collège du 16 novembre 2021 relative à la réorganisation du service Achats;

Vu la délibération du Collège du 23 novembre 2021 relative à la réorganisation de la direction des Finances;

Vu la délibération du Collège du 30 novembre 2021 relative à la réorganisation de la direction Développement stratégique et durable;

Vu la délibération du Collège du 30 novembre 2021 relative au personnel mis à disposition de l'asbl Crèches de Schaerbeek;

Vu la délibération du Collège du 14 décembre 2021 relative à la suppression du département Stratégie et Maîtrise des processus de la direction Enseignement communal francophone;

Considérant l'évolution des besoins en termes de compétences dans les diverses directions;

Considérant que les crédits nécessaires ont été inscrits au budget 2022 en dépenses de personnel;

Considérant qu'il y a lieu de régulariser certaines situations individuelles d'agent transférés vers un autre service avec leur emploi ;

Considérant qu'il y a lieu d'apporter au cadre du personnel les modifications qui s'imposent;

Vu le protocole d'accord signé en séance du Comité particulier de négociation du 16 mars 2022;

Sur proposition du Collège du 22 mars 2022 ;

DECIDE :

de modifier le cadre du personnel et du personnel ACS comme suit:

Direction Cabinet du secrétaire:

Département "service d'Appui" : transformation d'1 emploi de secrétaire d'administration en emploi de secrétaire d'administration A2 responsable du département Service d'Appui

Département "services connexes": transfert d'1 emploi de secrétaire d'administration de la direction Direction des systèmes d'information vers le Cabinet du secrétaire communal et création d'une cellule "Contrôle interne"

Direction Finances:

- transfert d'1 emploi d'assistant administratif du service Appui vers le service Recouvrement

- transfert d'1 emploi d'assistant administratif du service Comptabilité vers le service Dépenses

- suppression d'1 emploi de secrétaire d'administration du service Comptabilité

- modification d'1 emploi de directeur adjoint du service Contrôle en secrétaire d'administration

Direction Développement stratégique et durable (DSD):

Département Programme de prévention urbaine: transformation d'1 emploi de secrétaire d'administration A2 en 1 emploi de directeur adjoint

Département développement durable et urbain: scission du département en 2 départements, modification d'1 emploi de secrétaire d'administration en 1 emploi de directeur adjoint administratif, et répartition des emplois sans modification du volume global selon ce qui suit:

Planification stratégique (PUIC)		
Secrétaire d'administration	2	A
DEPARTEMENT Développement urbain		
Directeur adjoint	1	A5
Service Mobilité		
Secrétaire d'administration	3	A
Secrétaire administratif	1	B
Service Logement		
Secrétaire d'administration	1	A
Service Développement et revitalisation urbaine		
Urbaniste A2	1	A2
Urbaniste	1	A
Secrétaire d'administration	1	A
DEPARTEMENT Développement durable		
Secrétaire d'administration	1	A
Service Eco-conseil		
Eco-conseiller	2,5	A
Assistant technique	1	C
Service Plan Climat		
Secrétaire d'administration	1,5	A

Département communication:

- transformation d'1 emploi de secrétaire d'administration en 1 emploi de secrétaire d'administration A2 responsable du département Communication

- service Médias généraux: suppression d'1 emploi de secrétaire d'administration

- service Médias digitaux : création d'1 emploi de secrétaire administratif

- service Imprimerie: modification d'1 emploi de secrétaire administratif chef en 1 emploi de secrétaire administratif et mise en extinction d'1 emploi d'adjoint technique chef

Direction Affaires générales:

- transformation d'1 emploi de directeur adjoint en 1 emploi de secrétaire d'administration

- service Contentieux administratif

- service Gestion de la relation citoyenne: transfert d'1 emploi d'adjoint technique (affichage) vers le département Urbanisme et Environnement - service Appui administratif et gestion de l'information

Direction Infrastructure:

Département Marchés publics et support administratif:

- service Travaux - cellule Voirie et Occupation du domaine public: transformation d'1 emploi d'adjoint administratif en 1 emploi d'assistant administratif

- service Equipement:

\* modification du nom du service en service "Achats"

\* modification du nom de la cellule Comptabilité en cellule "Commandes", et de la cellule Marchés public Equipement en cellule "Marchés publics services et fournitures"

- \* cellule Magasin central: suppression d'1 emploi de secrétaire d'administration
- \* cellule Commandes: création d'1 emploi de secrétaire administratif, transfert de 2 emplois d'assistant administratif venant du Magasin central et transfert de 1 emploi d'assistant administratif venant de la cellule Marchés publics

Département Bâtiments:

- \* suppression de 2 emplois de directeur adjoint technique
- \* transfert d'1 emploi d'adjoint technique du service "Services techniques du bâtiment" vers le service "Bureau d'études techniques"

Département Urbanisme et Environnement:

- \* suppression d'1 emploi de directeur
- \* service Appui et gestion de l'information: création d'1 emploi de secrétaire administratif chef

- \* service Permis: création de 2 emplois d'architecte et d'1/2 emploi d'inspecteur

Département Propreté publique - Espaces verts (SPEV) et Gestion du charroi:

- \* cellule Gestion du charroi lourd SPEV: transfert d'1 emploi d'adjoint technique venant de la cellule Services opérationnels

Direction Population et Etat civil:

Département Stratégie:

- \* transformation d'1 emploi de secrétaire d'administration en 1 emploi de directeur adjoint
- \* service Projets et qualité: rectification erreur matérielle dans la délibération du 30 juin 2021 - 1 ligne manquante dans le tableau: "secrétaire administratif chef - 1"

Département Population:

- \* service Registres: transfert de 2 emplois d'assistant administratif et d'1 emploi d'adjoint administratif venant du service Documents d'identité

Direction Vie citoyenne:

Département Activités néerlandophones - service Enseignement néerlandophone:

- \* création de 1,5 emploi d'adjoint administratif (éducateur)
- \* transfert d'1 emploi d'adjoint technique (concierge) de la direction Enseignement communal francophone vers le service Enseignement néerlandophone

Département Solidarité, Sports et Loisirs:

- \* mise en extinction de 20 emplois d'assistant administratif et de 3 emplois d'ouvrier auxiliaire - personnel mis à disposition de l'asbl Crèches de Schaerbeek

Direction Enseignement communal francophone:

- \* réorganisation de la direction en 4 départements, création de 2 emplois de directeur adjoint et répartition des emplois et services selon ce qui suit:

Directeur	1
Inspecteur pédagogique	1
Département Gestion technique et administrative	
Directeur adjoint	1
Service Entretien	
Secrétaire d'administration	1
Assistant administratif chef	1
Cellule Concierges	
Adjoint technique	16
Cellule Personnel d'Entretien	
Adjoint technique chef	1
Adjoint technique	9
Responsable d'équipe	3
Ouvrier auxiliaire	81
Service Logistique & Budget	
Secrétaire d'administration	1

Secrétaire administratif	2
Assistant administratif	2
Adjoint administratif	2
Assistant technique	1
Adjoint technique	1
Ouvrier auxiliaire	6
Service Soutien technique et administratif	
Secrétaire d'administration	1
Secrétaire administratif	3
Secrétaire technique	1
Assistant administratif	1
Assistant administratif (secrétaire d'école)	19
Département Inspection pédagogique	
Inspecteur pédagogique adjoint	1
Service Inspection	
Assistant administratif	1
Service SAMS (service d'accueil en milieu scolaire)	
Secrétaire administratif chef	1
Assistant administratif	1
Assistant technique (moniteur natation)	1
Assistant technique (éducateur)	2
Adjoint technique (éducateur)	84
Service Gestion de projets	
Secrétaire d'administration	1
Département Gestion du personnel enseignant	
Directeur adjoint	1
Service RH Enseignement obligatoire	
Secrétaire d'administration	1
Secrétaire administratif	3
Assistant administratif	3
Service RH Enseignement non obligatoire	
Secrétaire d'administration	1
Secrétaire administratif	1
Assistant administratif	1
Département Support	
Service Centre psycho-médico-sociaux	
Assistant administratif	1
Service Promotion de la santé à l'école	
Médecin référent	1,5

Médecin	0,5
Secrétaire technique en chef (infirmière en chef)	1
Secrétaire technique (infirmière)	6
Adjoint administratif	1

#### DE GEMEENTERAAD

Besloten, met 23 stem(men) tegen 1 en 15 onthouding(en).

Gelet op de artikelen 117 en 145 van de nieuwe gemeentewet;  
 Gelet op de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel;  
 Gelet op haar besluit van 13 mei 1998 houdende vaststelling van de personeelsformatie;  
 Gelet op de besluiten van het College van 2 en 22 februari 2022 betreffende het organigram van het gemeentebestuur;  
 Gelet op het besluit van het College van 15 juni 2022 betreffende het beheer van de cel Wegen en tijdelijke bezetting van het openbaar domein;  
 Gelet op het besluit van het College van 22 juni 2022 betreffende de reorganisatie van het departement Communicatie;  
 Gelet op het besluit van het College van 30 juni 2022 betreffende de noden van de dienst Nederlandstalig onderwijs (opvang);  
 Gelet op het besluit van het College van 13 juli 2021 betreffende de overplaatsing van de interne controle naar de directie van de diensten van de gemeentesecretaris;  
 Gelet op het besluit van het College van 28 september 2022 betreffende de overplaatsing van de taken van aanplakking van de dienst Beheer van de relatie met de burger naar het departement Stedenbouw en leefmilieu;  
 Gelet op het besluit van het College van 16 november 2022 betreffende de reorganisatie van de dienst Aankopen;  
 Gelet op het besluit van het College van 23 november 2022 betreffende de reorganisatie van de directie Financiën;  
 Gelet op het besluit van het College van 30 november 2021 betreffende de reorganisatie van de directie Strategische en duurzame ontwikkeling;  
 Gelet op het besluit van het College van 30 november 2021 betreffende het personeel gesteld ter beschikking van de vzw Crèches de Schaerbeek;  
 Gelet op het besluit van het College van 14 december 2021 betreffende de reorganisatie van de directie Franstalig gemeentelijk onderwijs;  
 Overwegende de evolutie van de noden in verband met de competenties in de diverse directies;  
 Overwegende dat de noodzakelijke bedragen in de begroting 2022 in de uitgaven voor het personeel werden ingeschreven;  
 Overwegende dat het past om enkele individuele toestanden van personeelsleden die met hun betrekking naar een andere dienst overgeplaatst werden, te regulariseren;  
 Overwegende dat het past om in de personeelsformatie de nodige wijzigingen aan te brengen;  
 Gelet op het protocol van akkoord ondertekend in vergadering van het bijzonder onderhandelingscomité van 16 maart 2022;  
 Op voorstel van het College van 22 maart 2022;  
**BESLIST:**  
 de personeelsformatie en van de Gesco's personeelsformatie als volgt te wijzigen:  
Directie Kabinet van de gemeentesecretaris:  
Departement "Ondersteuningsdienst": wijziging van 1 betrekking van bestuurssecretaris in 1 betrekking van bestuurssecretaris A2 verantwoordelijke voor de Ondersteuningsdienst  
Departement "Aanverwante diensten": overplaatsing van 1 betrekking van bestuurssecretaris van de directie Informatiesystemen naar het kabinet van de gemeentesecretaris en oprichting van een cel "Interne controle"  
Directie Financiën:  
 - overplaatsing van 1 betrekking van administratief assistent van de Ondersteuningsdienst naar de dienst Inningsen  
 - overplaatsing van 1 betrekking van administratief assistent van de dienst Boekhouding naar

de dienst Uitgaven

- afschaffing van 1 betrekking van bestuurssecretaris van de dienst Boekhouding
- wijziging van 1 betrekking van adjunct directeur van de dienst Controle in 1 betrekking van bestuurssecretaris

Directie Strategische en duurzame ontwikkeling (SDO):

Departement Programma voor stadspreventie: wijziging van 1 betrekking van bestuurssecretaris A2 in 1 betrekking van adjunct directeur

Departement Duurzame en stedelijke ontwikkeling: splitsing van het departement in 2 departementen, wijziging van 1 betrekking van bestuurssecretaris in 1 betrekking van adjunct directeur, en verdeling van de betrekkingen zonder wijziging van de globale volume als volgt:

Strategische planning (GNIP)		
Bestuurssecretaris	2	A
DEPARTEMENT Stedelijke ontwikkeling		
Adjunct directeur	1	A5
Dienst Mobiliteit		
Besuuerssecretaris	3	A
Administratief secretaris	1	B
Dienst Huisvesting		
Bestuurssecretaris	1	A
Dienst Stedelijke ontwikkeling en herwaardering		
Stedenbouwkundige A2	1	A2
Stedenbouwkundige	1	A
Bestuurssecretaris	1	A
DEPARTEMENT Duurzame ontwikkeling		
Bestuurssecretaris	1	A
Dienst Milieuraadgeving		
Milieuraadgever	2,5	A
Technisch assistent	1	C
Dienst Klimaatplan		
Bestuurssecretaris	1,5	A

Departement Communicatie:

- wijziging van 1 betrekking van bestuurssecretaris in 1 betrekking van bestuurssecretaris A2 verantwoordelijke voor het departement Communicatie
- dienst Algemene media's: afschaffing van 1 betrekking van bestuurssecretaris
- dienst Digitale media's: oprichting van 1 betrekking van administratief secretaris
- dienst Drukkerij: wijziging van 1 betrekking van administratief hoofdsecretaris in 1 betrekking van administratief secretaris en uitdoving van 1 betrekking van technisch hoofdadjunct

Directie Algemene zaken:

- wijziging van 1 betrekking van adjunct directeur in 1 betrekking van bestuurssecretaris - dienst Bestuursgeschillen
- dienst Burgers relatie beheer: overplaatsing van 1 betrekking van technisch adjunct (aanplakking) naar het departement Stedenbouw en Leefmilieu - dienst Administratieve steun & beheer van de informatie

Directie Infrastructuur:

- Departement Overheidsopdrachten & administratieve steun:

- dienst Werken - cel Wegen en tijdelijke bezetting van het openbaar domein: wijziging van 1 betrekking van administratief adjunct in 1 betrekking van administratief assistent
- dienst Uitrusting:

- \* wijziging van de benaming van de dienst "Aankopen"
- \* wijziging van de benaming van de cel Boekhouding in cel "Bestellingen", en van de cel Overheidsopdrachten uitrusting in cel "Overheidsopdrachten diensten en leveringen"
- \* cel Centraal magazijn: afschaffing van 1 betrekking van bestuurssecretaris
- \* cel Bestellingen: oprichting van 1 betrekking van administratief secretaris, overplaatsing van 2 betrekkingen van administratief assistent uit de centraal magazijn, en overplaatsing van 1 betrekking van administratief assistent uit de cel Overheidsopdrachten

Departement Gebouwen:

- \* afschaffing van 2 betrekkingen van technisch adjunct directeur
- \* overplaatsing van 1 betrekking van technisch adjunct van de dienst "Technische diensten van de gebouwen" naar de dienst "Studiebureau technieken"

Departement Stedenbouw en Leefmilieu:

- \* afschaffing van 1 betrekking van directeur
- \* dienst Administratieve steun en beheer van de informatie: oprichting van 1 betrekking van administratief hoofdsecretaris
- \* dienst Vergunningen: oprichting van 2 betrekkingen van architect en van 1/2 betrekking van inspecteur

Departement Openbare netheid en groene ruimten (SNGR) en beheer v/h wagenpark :

- \* cel Beheer van de vrachtwagens SNGR: overplaatsing van 1 betrekking van technisch adjunct uit de cel Operationele diensten

Directie Bevolking en Burgerlijke stand:

Departement Strategie:

- \* wijziging van 1 betrekking van bestuurssecretaris in 1 betrekking van adjunct directeur
- \* dienst Projecten en kwaliteit: correctie van een materiële fout in het besluit van 30 juni 2021 - 1 lijn ontbreekt in het tabel : "Administratief hoofdsecretaris - 1"

Departement Bevolking:

- \* dienst Registers: overplaatsing van 2 betrekkingen van administratief assistent en van 1 betrekking van administratief adjunct uit de dienst Identiteitsdocumenten

Directie Burgerleven:

Departement Nederlandstalige activiteiten - dienst Nederlandstalig onderwijs:

- \* oprichting van 1,5 betrekking van administratief adjunct (opvoeder)
- \* overplaatsing van 1 betrekking van technisch adjunct (conciërge) van de directie Franstalig gemeentelijk onderwijs naar de dienst Nederlandstalig onderwijs

Departement Solidariteit, Sport & Vrije tijd:

- \* uitdoving van 20 betrekkingen van administratief assistent en van 3 betrekkingen van hulparbeider - personeel ter beschikking gesteld bij de vzw Crèches de Schaerbeek

Directie Franstalig gemeentelijk onderwijs:

- \* herorganisatie van de directie in 4 departementen, oprichting van 2 betrekkingen van adjunct directeur en verdeling van de betrekkingen en van de diensten zonder wijziging van de globale volume als volgt:

Directeur	1
Pedagogische inspecteur	1
Departement Technisch en administratieve beheer	
Adjunct directeur	1
Dienst Onderhoud	
Bestuurssecretaris	1
Administratief hoofdassistent	1
Cel Conciërges	
Technisch adjunct	16
Cel Onderhoudspersoneel	
Technisch hoofdadjunct	1
Technisch adjunct	9
Ploegverantwoordelijke	3

Hulpbediende	81
Dienst Logistiek en begroting	
Bestuurssecretaris	1
Administratief secretaris	2
Administratief assistent	2
Administratief adjunct	2
Technisch assistent	1
Technisch adjunct	1
Hulparbeider	6
Dienst Technische en administratieve ondersteuning	
Bestuurssecretaris	1
Administratief secretaris	3
Technisch secretaris	1
Administratief assistent	1
Administratief assistent (schoolsecretaris)	19
Departement Pedagogische inspectie	
Adjunct pedagogisch inspecteur	1
Dienst Inspectie	
Administratief assistent	1
Dienst KOS (Kinderopvang in de schoolomgeving)	
Administratief hoofdsecretaris	1
Administratief assistent	1
Technisch assistent (zwemmonitor)	1
Technisch assistent (opvoeder)	2
Technisch adjunct (opvoeder)	84
Dienst Projectbeheer	
Bestuurssecretaris	1
Departement Beheer van het onderwijzend personeel	
Adjunct directeur	1
Dienst HR Verplicht onderwijs	
Bestuurssecretaris	1
Administratief secretaris	3
Administratief assistent	3
Dienst HR Niet meer onder de leerplicht onderwijs	
Bestuurssecretaris	1
Administratief secretaris	1
Administratief assistent	1



Departement Ondersteuning	
Dienst Psycho medisch sociaal centrum	
Administratief assistent	1
Dienst Gezondheidsbevordering op school	
Arts referent	1,5
Arts	0,5
Technisch hoofdsecretaris (hoofdverpleegster)	1
Technisch secretaris (verpleegster)	6
Administratief adjunct	1

#### INFRASTRUCTURES -- INFRASTRUCTUUR

SP 16.- SP&EV / Voirie - Plan de Végétalisation de l'Espace Public (PVEP) 2021-2035 –  
 Approbation -- SN&GR / Wegen - Vergroeningsplan voor de Openbare Ruimte (VPOR)  
 2021-2035 – Goedkeuring

Ce point est reporté en commission -- Dit punt wordt overgedragen naar een  
 commissie

#### Equipement -- Uitrusting

SP 17.- Marché public de fournitures ayant pour objet la fourniture de livres aux  
 bibliothèques communales francophones - Choix du mode de passation et fixation des  
 conditions du marché - Pour information -- Overheidsopdracht voor de levering van  
 boeken aan Franstalige gemeentelijke bibliotheken - Keuze van de wijze van gunning en  
 vaststelling van de voorwaarden van de opdracht - Ter informatie

#### DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. -- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.

#### LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité.

Vu les articles 234 §3 de la Nouvelle loi communale ;  
 Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ;  
 Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs  
 classiques ;  
 Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés  
 publics ;  
 Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en  
 matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et  
 de concessions ;  
 Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la  
 Région de Bruxelles-Capitale ;  
 Vu la décision du 22 mars 2022 du Collège des Bourgmestre et Echevins approuvant la  
 procédure de passation et les conditions d'un marché public de fourniture pour la fourniture  
 de livres aux bibliothèques communales francophones tel que décrit dans le cahier spécial  
 des charges SCHA/EQUIP/2022/011 ;  
 Considérant que le marché est estimé à 105.000€ TVAC ;  
 Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;  
 PREND POUR INFORMATION

1. La décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 22 mars 2022 de passer un  
 marché de services par procédure négociée sans publication préalable ayant pour  
 objet la fourniture de livres aux bibliothèques communales francophones tel que

- décrit dans le cahier spécial des charges SCHA/EQUIP/2022/011.
2. La dépense annuelle, estimée à 105.000€ TVA comprise, sera imputée à l'article 767/123-19/ - /812 du budget ordinaire 2022.

#### DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.

Gelet op artikelen 234 §3 van de nieuwe gemeentewet;  
Gelet op de wet overheidsopdrachten van 17 juni 2016 ;  
Gelet op het Koninklijk Besluit betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in klassieke sectoren van 18 april 2017;  
Gelet op het Koninklijk Besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten;  
Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies;  
Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brusselse hoofdstedelijke Gewest ;  
Gelet op de beslissing van 22 maart 2022 van het College van Burgemeester en Schepenen die de plaatsingsprocedure en de voorwaarden goedkeurt voor de overheidsopdracht voor de levering van boeken aan Franstalige gemeentelijke bibliotheken zoals beschreven in het bestek SCHA/EQUIP/2022/011;  
Overwegende dat de opdracht wordt geraamd op 105.000€ BTW inbegrepen;  
Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

#### NEEMT INFORMATIE

1. De beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 22 maart 2022 om een opdracht voor diensten te gunnen bij onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking, met als voorwerp de levering van boeken aan Franstalige gemeentelijke bibliotheken zoals beschreven in het bestek SCHA/EQUIP/2022/011.
2. De jaarlijkse uitgave, geschat op 105.000€ BTW inbegrepen, zal geboekt worden op artikel 767/123-19/ - /812 van de gewone begroting

#### Bâtiment -- Gebouwen

SP 18.- Site Eenens/Voltaire : construction d'un bâtiment passif comprenant une crèche (Altair) de 48 lits et une extension de l'Institut Technique Frans Fischer - Augmentation de la dépense - Approbation -- Site Eenens/Voltaire : bouw van een passiefgebouw omvattende een kinderdagverblijf (Altair) met 48 bedden en een uitbreiding van het Technisch Instituut Frans Fischer - Verhoging van de uitgave - Goedkeuring

#### DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. -- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.

#### LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité.

Vu les articles 236 §3 de la nouvelle loi communale;  
Vu la loi du 15 juin 2006 - en particulier ses articles 23 et 25 - relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, telle qu'elle a été modifiée à ce jour;  
Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques, tel qu'il a été modifié à ce jour;  
Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, tel qu'il a été modifié à ce jour;  
Vu la décision du conseil communal du 20 avril 2016 d'approuver le lancement d'un marché public de services afin de désigner un bureau d'architectes à même d'assumer une mission complète d'auteur de projet en vue de l'établissement du projet et du suivi de l'exécution des travaux pour la construction d'un bâtiment passif comprenant une crèche (Altair) de 48 lits et une extension d'école d'enseignement technique qualifiant sur la parcelle communale sise à

l'angle de l'avenue Voltaire et de la rue Général Eenens;

Considérant qu'un montant de 470.000€ TVAC avait été approuvé par le conseil communal pour la bonne exécution de cette mission;

Vu la décision du collège des bourgmestre et échevins du 28 décembre 2016 de désigner un bureau d'études pour cette mission à l'issue d'une procédure de marché public;

Considérant que ce bureau a été désigné pour une mission d'un montant de 464.856,20€ TVAC;

Vu la décision du collège des bourgmestre et échevins du 18 décembre 2018 de désigner une entreprise pour l'exécution des travaux, pour un montant de 3.966.562,73€ TVAC;

Considérant que les travaux sont sur le point d'être terminés;

Considérant que ces travaux ont été l'objet de plusieurs décomptes, d'un montant total de 277.036,22€ TVAC;

Considérant que ces décomptes ont été la conséquence de nouvelles demandes de la commune ou d'évolution de la législation et des normes;

Considérant que la conception et le suivi de l'exécution de ces décomptes ont provoqué une surcharge de travail pour le bureau d'études en charge de ce projet;

Considérant que ce bureau d'études a dès lors remis une proposition de décompte d'un montant de 24.495,18 € TVAC, couvrant les prestations supplémentaires imposées par ces décomptes;

Considérant que ce montant est disponible à l'article 735/747-60/-/620-20220142 du budget extraordinaire 2022;

Vu la décision du collège des bourgmestre et échevins du 22 mars 2022:

1. D'approuver le décompte du bureau d'études en charge du projet s'élevant à 24.495,18€ TVAC et relatif au suivi des travaux complémentaires non imputables à des manquements de la part de ce bureau.
2. D'engager la dépense à l'article 735/747-60/-/620-20220142 du budget extraordinaire 2022, dès mise à disposition de celui-ci.
3. De prendre acte que cette dépense est financée par les moyens renseignés dans le programme d'investissement.

DECIDE

d'approuver l'augmentation de la dépense précitée.

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.

Gelet op de artikelen 236 §3 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 15 juni 2006 - inzonderheid de artikelen 23 en 25 - betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, zoals zij tot op heden werd gewijzigd;

Gelet op het koninklijk besluit van 15 juli 2011 betreffende plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren, zoals het tot op heden werd gewijzigd ;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken, zoals het tot op heden werd gewijzigd;

Gelet op het raadsbesluit van 20 april 2016 houdende goedkeuring om een overheidsopdracht voor diensten te lanceren met het oog op de aanduiding van een architectenbureau dat in staat zou zijn de volledige opdracht van projectauteur te verzekeren voor het opmaken van het project en de opvolging van de uit te voeren werken betreffende de bouw van een passiefgebouw, omvattende een kinderdagverblijf (Altair) met 48 bedden en een uitbreiding van het Technisch Instituut Frans Fischer op het gemeenteperceel op de hoek van de Voltairelaan en de Generaal Eenensstraat;

Overwegende dat een bedrag van 470.000 €, BTW inbegrepen werd goedgekeurd door de gemeenteraad voor de uitvoering van deze opdracht;

Gelet op het collegebesluit van 28 december 2016 om een studiebureau aan te duiden voor deze opdracht, na een aanbestedingsprocedure;

Overwegende dat dit bureau werd aangeduid voor deze opdracht voor een bedrag van 464.856,20 €, BTW inbegrepen;

Gelet op het collegebesluit van 18 december 2018 om een onderneming aan te duiden voor de uitvoering van de werken, voor een bedrag van 3.966.562,73 €, BTW inbegrepen;

Overwegende dat de werken bijna beëindigd zijn;

Overwegende dat voor deze werken meerdere verrekeningen werden goedgekeurd, voor een totaal bedrag van 277.036,22 €, BTW inbegrepen;  
Overwegende dat deze verrekeningen het gevolg waren van nieuwe aanvragen van de gemeente of van de evolutie van de wetgeving en de normen;  
Overwegende dat het ontwerpen en de opvolging van de uitvoering van deze verrekeningen meer werk met zich heeft meegebracht voor het studiebureau belast met dit project;  
Overwegende dat het studiebureau bijgevolg een voorstel tot verrekening heeft overgemaakt voor een bedrag van 24.495,18 €, BTW inbegrepen, bedrag dat de bijkomende prestaties moet dekken voor deze meerwerken;  
Overwegende dat dit bedrag beschikbaar is op artikel 735/747-60/-/620-20220142 van de buitengewone begroting over 2022;

Gelet op het collegebesluit van 22 maart 2022, namelijk :

1. goedkeuring van de verrekening van het studiebureau belast met dit project ten belope van 24.495,18€, BTW inbegrepen, betreffende de opvolging van bijkomende werken, die niet toe te schrijven zijn aan tekortkomingen vanwege dit bureau;
2. vastlegging van de uitgave op artikel 735/747-60/-/620-20220142 van de buitengewone begroting over 2022, van zodra deze ter beschikking is;
3. akte te nemen van het feit dat deze uitgave wordt gefinancierd met de middelen vermeld in het investeringsprogramma.

BESLUIT

de verhoging van bovenvermelde uitgave goed te keuren.

SP 19.- Infrastructures sportives - Marché public de travaux - Mise à niveau de l'éclairage du terrain de football du stade du Crossing - Procédure de passation & conditions du marché – Procédure négociée sans publication préalable - Pour information --  
Sportinfrastructures – Overheidsopdracht voor werken – Updaten van de verlichting van het voetbalterrein van het Crossing-stadion – Plaatsingsprocedure en voorwaarden van de opdracht – Onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking - Ter informatie

DÉCISION DU CONSEIL --- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. --- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité.

Vu la nouvelle loi communale, telle qu'elle a été modifiée à ce jour, en particulier son article 234 § 3 ;

Vu la Loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et ses modifications à ce jour, en particulier son article 42 § 1er, 1° a ;

Vu l'Arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications à ce jour ;

Vu l'Arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications à ce jour ;

Vu l'Ordonnance du 17 juillet 2003 modifiant la Nouvelle Loi Communale, en particulier son article 27 ;

Vu l'Ordonnance du 27 juillet 2017 modifiant la Nouvelle Loi Communale en vue de préciser les règles de compétences en matière de marchés publics communaux ;

Vu la demande du service Techniques spéciales qui a sollicité le service Marchés publics-Bâtiments pour lancer un marché de travaux ayant pour objet la mise à niveau de l'éclairage du terrain de football du stade du Crossing ; ceci, en procédant au remplacement de l'éclairage actuel de ce terrain de sport par un éclairage LED plus efficient et moins consommateur d'énergie ;

Considérant que les clauses techniques du cahier des charges ont été fournies par le service Techniques spéciales ;

Considérant que le marché a été estimé à 100.000 € TVAC ;

Considérant que le présent marché serait passé par procédure négociée sans publication préalable ;

Considérant que ce marché de travaux serait régi par le cahier des charges portant le numéro de référence Scha/Infra/2022/010 ;

Considérant que onze entreprises spécialisées seraient consultées afin qu'elles puissent remettre offre ;

Considérant que la dépense serait imputée à l'article ad-hoc du budget extraordinaire de l'exercice 2022 ;

Considérant que cette dépense serait financée par les moyens financiers renseignés dans le programme d'investissement ;

Considérant que le Conseil Communal sera informé de toute modification de ces moyens de financement à l'occasion du vote des modifications budgétaires et des comptes annuels ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 22 mars 2022 par laquelle il a décidé de :

1. Lancer un appel à la concurrence en vue de la mise à niveau de l'éclairage du terrain de football du stade du Crossing ;
2. Arrêter la procédure de passation du marché : Procédure négociée sans publication préalable ;
3. Fixer les conditions du marché, consignées dans le cahier des charges, réf. Scha/Infra/2022/010 ;
4. Consulter onze entreprises spécialisées ;
5. Imputer la dépense totale estimée à 100.000 € TVAC, à l'article ad hoc du budget extraordinaire de l'exercice 2022, ceci, sous réserve de l'approbation du budget par la Tutelle régionale ;
6. Prendre acte que cette dépense serait financée par les moyens renseignés dans le programme d'investissement ;

PREND POUR INFORMATION :

La décision susmentionnée du Collège des Bourgmestre et Echevins du 22 mars 2022.

#### DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals tot op heden gewijzigd, inzonderheid artikel 234 § 3;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 betreffende de overheidsopdrachten, zoals tot op heden gewijzigd, inzonderheid artikel 42 § 1, 1<sup>a</sup>;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende plaatsing overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, zoals tot op heden gewijzigd;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels inzake overheidsopdrachten, zoals tot op heden gewijzigd;

Gelet op de ordonnantie van 17 juli 2003 tot wijziging van de nieuwe gemeentewet, inzonderheid artikel 27;

Gelet op de ordonnantie van 27 juli 2017 tot wijziging van de nieuwe gemeentewet, teneinde de bevoegdheidsregels inzake gemeentelijke overheidsopdrachten te verduidelijken;

Gelet op de vraag van de dienst Speciale technieken om een beroep te doen op de dienst Overheidsopdrachten - Gebouwen om een opdracht voor werken te lanceren met als voorwerp het updaten van de verlichting van het voetbalterrein van het Crossing-stadion; het betreft de vervanging van de huidige verlichting van dit sportterrein door een efficiëntere, energiezuinigere LED-verlichting;

Overwegende dat de technische bepalingen van het bestek door de dienst Speciale Technieken werden opgemaakt;

Overwegende dat de opdracht werd geraamd op 100.000 €, BTW inbegrepen;

Overwegende dat deze opdracht zou worden geplaatst bij onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking;

Overwegende dat deze opdracht zou worden geregeld door het bestek met referentie Scha/Infra/2022/010;

Overwegende dat elf gespecialiseerde ondernemingen zouden worden geraadpleegd en hen zou worden gevraagd een offerte in te dienen;

Overwegende dat deze uitgave zou worden aangerekend op het artikel ad hoc van de buitengewone begroting over 2022;

Overwegende dat deze uitgave zou worden gefinancierd met de financiële middelen vermeld in het investeringsprogramma;

Overwegende dat de gemeenteraad zal worden ingelicht over elke wijziging van deze

financieringsmiddelen ter gelegenheid van de stemming over de begrotingswijzigingen en jaarrekeningen;

Gelet op het collegebesluit van 22 maart 2022, namelijk :

1. uitschrijven van een oproep tot mededinging met het oog op het updaten van de verlichting van het voetbalterrein van het Crossing-stadion;
2. vastlegging van de plaatsingsprocedure : onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking;
3. vastlegging van de opdrachtvoorwaarden zoals opgesomd in het bestek met ref. Scha/Infra/2022/010 ;
4. raadpleging van elf gespecialiseerde ondernemingen;
5. aanrekening van de totale uitgave geraamd op 100.000 €, BTW inbegrepen, op het artikel ad hoc van de buitengewone begroting over 2022, onder voorbehoud van de goedkeuring van de begroting door de gewestelijke dienst voor toezicht;
6. akte nemen van het feit dat deze uitgave zal worden gefinancierd met de middelen vermeld in het investeringsprogramma;

NEEMT TER INFORMATIE :

bovenvermeld collegebesluit van 22 maart 2022.

SP 20.- PlaNet'S – Marché de services – Nettoyage des vitrages de divers bâtiments communaux en 2022 – Procédure de passation et conditions du marché – Procédure négociée sans publication préalable - Pour information -- PlaNet'S – Overheidsopdracht voor diensten – Schoonmaak van de ramen van verschillende gemeentebouwen in 2022 – Plaatsingsprocedure en voorwaarden van de opdracht - onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking - Ter informatie

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. -- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité.

Vu la Nouvelle Loi Communale telle que modifiée à ce jour, en particulier son article 234 § 3 ;  
Vu la Loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et ses modifications à ce jour, en particulier son article 42 § 1er, 1° a ;

Vu l'Arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications à ce jour ;

Vu l'Arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications à ce jour ;

Vu l'Ordonnance du 17 juillet 2003 modifiant la Nouvelle Loi Communale, en particulier son article 27 ;

Vu l'Ordonnance du 27 juillet 2017 modifiant la Nouvelle Loi Communale en vue de préciser les règles de compétences en matière de marchés publics communaux ;

Considérant que, dans le cadre du plan de nettoyage PlaNet'S, il est fait appel au secteur privé pour assurer le nettoyage des vitrages de différents bâtiments communaux en 2022 ;

Considérant que ce marché de services est composé de sept lots ;

Considérant que le marché serait passé par procédure négociée sans publication préalable ;

Considérant que les conditions du marché ont été fixées par le cahier des charges portant le numéro de référence Scha/Infra/2022/011 ;

Considérant que sept firmes spécialisées seraient consultées dans le cadre de ce marché de services ;

Considérant que, exception faite pour le lot 6 relatif au nettoyage des vitrages de la bibliothèque néerlandophone, cet appel à la concurrence prévoit une seule intervention à effectuer en 2022 sur les vitrages des bâtiments communaux concernés par ce marché ;

Considérant que le marché est estimé à 106.000 € TVAC ;

Considérant que la dépense serait imputée aux articles ad hoc du budget ordinaire 2022, ceci, sous réserve de l'approbation du budget par la Tutelle régionale ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 22 mars 2022 par laquelle il a décidé de :

1. Approuver le lancement d'un appel à la concurrence en vue du nettoyage des vitrages de divers bâtiments communaux en 2022 :
  - Lot 1 : nettoyage des vitrages de l'Hôtel communal, y compris les vitraux ;
  - Lot 2 : nettoyage des vitrages du stade du Crossing, de la salle omnisports du Kinetix et de la salle omnisports "Van Oost" ;
  - Lot 3 : nettoyage des vitrages des bâtiments scolaires francophones ;
  - Lot 4 : nettoyage des vitrages des bâtiments scolaires néerlandophones ;
  - Lot 5 : nettoyage des vitrages des Serres communales ;
  - Lot 6 : nettoyage des vitrages de la bibliothèque néerlandophone ;
  - Lot 7 : nettoyage des vitrages de la Maison des Arts ;
2. Arrêter la procédure de passation du marché : procédure négociée sans publication préalable ;
3. Fixer les conditions du marché consignées dans le cahier des charges, réf. : Scha/Infra/2022/011 ;
4. Approuver la liste des firmes spécialisées à consulter ;
5. Approuver la dépense estimée à un total d'environ 106.000 € TVAC, à répartir sur les articles budgétaires ad hoc, ceci, sous réserve de l'approbation du budget par la Tutelle régionale ;

PREND POUR INFORMATION :

La décision susmentionnée du Collège des Bourgmestre et Échevins du 22 mars 2022.

#### DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.

Gelet op de nieuwe gemeentewet zoals tot op heden gewijzigd, inzonderheid artikel 234 § 3; Gelet op de wet van 17 juni 2016 betreffende de overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 42 § 1, 1<sup>a</sup>;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, zoals tot op heden gewijzigd;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels inzake overheidsopdrachten, zoals tot op heden gewijzigd;

Gelet op de ordonnantie van 17 juli 2003 tot wijziging van de nieuwe gemeentewet, inzonderheid artikel 27;

Gelet op de ordonnantie van 27 juli 2017 tot wijziging van de nieuwe gemeentewet, teneinde de bevoegdheidsregels inzake gemeentelijke overheidsopdrachten te verduidelijken;

Overwegende dat er in 2022, in het kader van het schoonmaakplan PlaNet'S, een beroep wordt gedaan op de privésector voor de schoonmaak van de ramen van verschillende gemeentebouwen;

Overwegende dat deze opdracht voor diensten uit zeven percelen bestaat;

Overwegende dat de opdracht zou worden geplaatst bij onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking;

Overwegende dat de voorwaarden van de opdracht werden vastgelegd in het bestek met referentie Scha/Infra/2022/011;

Overwegende dat zeven gespecialiseerde ondernemingen in het kader van deze opdracht voor diensten zouden worden geraadpleegd;

Overwegende dat, met uitzondering van perceel 6 betreffende de schoonmaak van de ramen van de Nederlandstalige bibliotheek, deze oproep tot mededinging één enkele interventie voorziet in 2022 voor de ramen van de door deze opdracht betroffen gemeentebouwen;

Overwegende dat deze opdracht werd geraamd op 106.000 €, BTW inbegrepen;

Overwegende dat de uitgave zou worden aangerekend op de artikelen ad hoc van de gewone begroting over 2022, dit onder voorbehoud van de goedkeuring van de begroting door de gewestelijke dienst Toezicht;

Gelet op het collegebesluit van 22 maart 2022, waarbij beslist werd :

1. een oproep tot mededinging te lanceren met het oog op de schoonmaak van de ramen van verschillende gemeentebouwen in 2022 ;

- Perceel 1 : schoonmaak van de ramen van het Gemeentehuis, glasramen inbegrepen;
  - Perceel 2 : schoonmaak van de ramen van het Crossing-stadion, de omnisporthal van Kinetix en de omnisporthal "Van Oost";
  - Perceel 3 : schoonmaak van de ramen van de Franstalige scholen;
  - Perceel 4 : schoonmaak van de ramen van de Nederlandstalige scholen;
  - Perceel 5 : schoonmaak van de ramen van de gemeentelijke Serres;
  - Perceel 6 : schoonmaak van de ramen van de Nederlandstalige bibliotheek;
  - Perceel 7 :schoonmaak van de ramen van het Huis der Kunsten;
2. de plaatsingsprocedure van de opdracht vast te stellen; onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking;
  3. de voorwaarden van de opdracht zoals vermeld in het bestek met referentie Scha/Infra/2022/011 vast te leggen;
  4. de lijst van de te raadplegen gespecialiseerde ondernemingen goed te keuren;
  5. het totale ramingsbedrag van 106.000 € BTW inbegrepen goed te keuren, te verdelen over de begrotingsartikelen ad hoc, onder voorbehoud van de goedkeuring van de begroting door de gewestelijke dienst Toezicht;

NEEMT TER INFORMATIE :

bovenvermeld collegebesluit van 22 maart 2022.

SP 21.- PlaNet'S – Nettoyage et entretien de l'Institut Technique Frans Fischer, ITFF–section Ruche & les PSE, par le secteur privé durant l'année scolaire 2022-2023 - Procédure de passation et conditions du marché - Pour information --- PlaNet'S – Schoonmaak en onderhoud van het Technisch Instituut Frans Fischer, TIFF-afdeling Bijenkorf & de PSE-centra door de privésector tijdens het schooljaar 2022-2023 - Plaatsingsprocedure en voorwaarden van de opdracht - Ter informatie

DÉCISION DU CONSEIL --- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. --- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité.

Vu la Nouvelle Loi Communale telle que modifiée à ce jour, en particulier son article 234 § 3 ;  
 Vu la Loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et ses modifications à ce jour, en particulier son article 42, 1° a ;  
 Vu l'Arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications à ce jour ;  
 Vu l'Arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications à ce jour ;  
 Vu l'Ordonnance du 17 juillet 2003 modifiant la Nouvelle Loi Communale, en particulier son article 27 ;  
 Vu l'Ordonnance du 27 juillet 2017 modifiant la Nouvelle Loi Communale en vue de préciser les règles de compétences en matière de marchés publics communaux ;  
 Vu la décision n°175/51/B/128 du Collège des Bourgmestre et Échevins, datant du 30 juin 2015, adoptant le plan PlaNet'S relatif à l'externalisation du nettoyage des bâtiments communaux ;  
 Vu la décision n°541/620/B/106 du Collège des Bourgmestre et Echevins datant du 15 juin 2021, relative au nettoyage de l'école ITFF-Ruche ;  
 Vu la décision n°547/620/B/183 du Collège des Bourgmestre et Echevins relative au nettoyage des deux PSE ;  
 Considérant que les contrats de nettoyage des lieux en question arrivent à échéance le 31/08/2022 ;  
 Considérant que dès lors qu'il serait nécessaire de relancer le marché pour une nouvelle période de 12 mois ;  
 Considérant que le marché serait passé par procédure négociée sans publication préalable ;  
 Vu le cahier des charges portant le numéro de référence Scha/Infra/2022/013 ;



Considérant que le marché est subdivisé en trois lots : ITFF-Ruche (Lot-I), PSE-Voltaire (Lot-II) et PSE-Jérusalem (Lot-III) ;  
Considérant que le Lot-II et le Lot-III sont réservés aux Entreprises de Travail Adapté (ETA), conformément aux dispositions de l'article 15 de la Loi du 17 juin 2016 relative au marché publics concernant les Marchés réservés ;  
Considérant que six entreprises seraient consultées pour le Lot-I ;  
Considérant que quatre entreprises seraient consultées pour le Lot-II et le Lot-III ;  
Considérant que le coût pour ce marché de nettoyage a été estimé à environ 135.000 € HTVA, soit 163.350 € TVAC ;  
Considérant que la dépense serait imputée à l'article 700/125-06/-/625 du budget ordinaire, soit 1/3 pour le 3<sup>ème</sup> quadrimestre de l'exercice 2022 et 2/3 pour les deux premiers quadrimestres de l'exercice 2023, sous réserve de l'approbation des budgets ;  
Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 15 mars 2022 par laquelle il a décidé de :

1. Approuver le lancement d'un appel à la concurrence en vue du nettoyage et l'entretien de l'Institut Technique Frans Fischer - ITFF-Ruche et des deux centres PSE, pour l'année scolaire 2022-2023 ;
2. Arrêter la procédure de passation du marché : Procédure négociée sans publication préalable ;
3. Fixer les conditions du marché consignées dans le cahier des charges portant le numéro de référence Scha/Infra/2022/013 ;
4. Approuver la liste de six firmes spécialisées à consulter pour le Lot-I ;
5. Approuver la liste de quatre Entreprises de Travail Adapté à consulter pour les lots réservés, Lot-II et Lot-III ;
6. Imputer la dépense, estimée à environ 136.000 € HTVA, soit quasi 165.000 € TVAC, à l'article 700/125-06/-/625 du budget ordinaire, 1/3 pour l'exercice 2022 et 2/3 pour l'exercice 2023, sous réserve de l'approbation du budget par la Tutelle régionale ;

PREND POUR INFORMATION :

La décision susmentionnée du Collège des Bourgmestre et Échevins du 15 mars 2022.

#### DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.

Gelet op de nieuwe gemeentewet zoals tot op heden gewijzigd, inzonderheid artikel 234 § 3;  
Gelet op de wet van 17 juni 2016 betreffende de overheidsopdrachten en zijn latere wijzigingen, inzonderheid artikel 42, 1° a;  
Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, zoals tot op heden gewijzigd;  
Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, zoals tot op heden gewijzigd;  
Gelet op de ordonnantie van 17 juli 2003 tot wijziging van de nieuwe gemeentewet, inzonderheid artikel 27;  
Gelet op de ordonnantie van 27 juli 2017 tot wijziging van de nieuwe gemeentewet, teneinde de bevoegdheidsregels inzake gemeentelijke overheidsopdrachten te verduidelijken;  
Gelet op besluit nr. 175/51/B/128 van het College van Burgemeester en Schepenen dd 30 juni 2015, waarbij het plan PlaNet'S werd aangenomen betreffende het toevertrouwen aan de privésector van de schoonmaak van de gemeentegebouwen;  
Gelet op besluit nr. 547/620/B/106 van het College van Burgemeester en Schepenen dd 15 juni 2021 betreffende de schoonmaak van het Technisch Instituut Frans Fischer - Bijenkorf;  
Gelet op besluit nr. 547/620/B/183 van het College van Burgemeester en Schepenen betreffende de schoonmaak van de twee PSE;  
Overwegende dat de contracten voor de schoonmaak van genoemde plaatsen op 31/08/2022 aflopen;  
Overwegende dat het bijgevolg noodzakelijk is een opdracht te lanceren voor een nieuwe periode van 12 maanden;  
Overwegende dat de opdracht zou worden geplaatst bij onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking;  
Gelet op het bestek met referentie Scha/Infra/2022/013;  
Overwegende dat de opdracht is onderverdeeld in drie percelen : TIFB-Bijenkorf (Perceel-I),

PSE-Voltaire (Perceel-II) en PSE-Jerusalem (Perceel-III);  
Overwegende dat de Percelen II en III voorbehouden zijn voor Ondernemingen voor Aangepast Werk (OAW), conform de bepalingen van artikel 15 - Voorbehouden opdrachten - van de Wet van 17 juni 2016 betreffende de overheidsopdrachten;  
Overwegende dat zes ondernemingen zouden worden geraadpleegd voor perceel I;  
Overwegende dat vier ondernemingen zouden worden geraadpleegd voor de percelen II en III;  
Overwegende dat de kosten voor deze schoonmaakopdracht werden geraamd op om en bij 135.000 € zonder BTW, hetzij 163.350 €, BTW inbegrepen;  
Overwegende dat de uitgave zou worden aangerekend op het artikel 700/125-06/-/625 van de gewone begroting, hetzij 1/3 voor de laatste 4 maanden van het boekjaar 2022 en 2/3 voor de eerste 8 maanden van het boekjaar 2023, onder voorbehoud van de goedkeuring van de begrotingen;

Gelet op het collegebesluit van 15 maart 2022, houdende :

1. goedkeuring om een oproep tot mededinging te lanceren voor de schoonmaak en het onderhoud van het Technisch Instituut Frans Fischer - TIFF-Bijenkorf en de twee PSE-centra, voor het schooljaar 2022-2023;
2. vastlegging van de plaatsingsprocedure van de opdracht :  
Onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking;
3. vaststelling van de voorwaarden van de opdracht, zoals vermeld in het bestek met referentie Scha/Infra/2022/013;
4. goedkeuring van de lijst met zes voor perceel I te raadplegen gespecialiseerde firma's;
5. goedkeuring van de lijst met vier voor de voorbehouden percelen II en III te raadplegen Ondernemingen voor Aangepast Werk;
6. aanrekening van de uitgave, geraamd op 136.000 € zonder BTW, hetzij om en bij 165.000 € BTW inbegrepen, op artikel 700/125-06/-/625 van de gewone begroting, 1/3 voor het boekjaar 2022 en 2/3 voor het boekjaar 2023, onder voorbehoud van de goedkeuring van de begroting door de gewestelijke dienst Toezicht.

NEEMT TER INFORMATIE

voormeld collegebesluit van 15 maart 2022.

SP 22.- Antenne de police KOBAN - Brabant, rue Brichaut 2 - Remplacement de la porte de garage suite à un sinistre - Procédure de passation, conditions du marché de travaux et désignation de l'adjudicataire - Pour information -- Politieantenne KOBAN - Brabant, Brichautstraat 2 - Vervanging van de garagepoort ten gevolge van een schadegeval - Plaatsingsprocedure, voorwaarden van de opdracht voor werken en aanduiding van de opdrachtnemer - Ter informatie

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. -- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité.

Vu les articles 117, 234 et 236 de la nouvelle loi communale;  
Vu la loi du 17 juin 2016 - en particulier son article 92 - relative aux marchés publics, telle qu'elle a été modifiée à ce jour;  
Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques, tel qu'il a été modifié à ce jour;  
Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, tel qu'il a été modifié à ce jour;  
Vu l'ordonnance du 27 juillet 2020 modifiant la nouvelle loi communale;  
Vu la nécessité de remplacer la porte de garage du KOBAN - antenne de police Brabant, endommagée suite à un heurt de véhicule en date du 21 juin 2021;  
Considérant que l'accès a été provisoirement sécurisé dans l'attente des travaux nécessaires;  
Considérant qu'il convenait de passer un marché public à faible montant pour répondre à cette demande;

Considérant que quatre entreprises spécialisées ont été consultées à cette fin;  
Vu les trois offres reçues aux montants respectifs de 8.243,73 €, 9.990,97 € et 10.160 €;  
Considérant que l'offre économiquement la plus avantageuse répond aux exigences techniques fixées;  
Considérant qu'il convient dès lors de retenir cette offre conforme au montant de 8.243,73 €;  
Considérant que cette dépense est financée par les moyens financiers renseignés dans le programme d'investissement et que le Conseil Communal sera informé de toute modification de ces moyens de financement lors des votes des modifications budgétaires et des comptes annuels;

Vu la décision du collège des bourgmestre et échevins du 8 mars 2022;

1. d'arrêter la procédure de passation et fixer les conditions du marché: procédure de marché à faible montant avec consultation de quatre firmes spécialisées.
2. d'engager dès que possible la dépense, estimée à 9.000 € TVA incluse, compte tenu d'éventuels suppléments, à l'article 922/723-60/-13/62a-20220264 du budget extraordinaire 2022.
3. de prendre acte que cette dépense est financée par les moyens renseignés dans le programme d'investissement

PREND POUR INFORMATION

la décision précitée du collège des bourgmestre et échevins

#### DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.

Gelet op de artikelen 117, 234 en 236 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 - in het bijzonder zijn artikel 92 - betreffende de overheidsopdrachten, zoals tot op heden gewijzigd;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, zoals tot op heden gewijzigd;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot vaststelling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken, zoals tot op heden gewijzigd;

Gelet op de ordonnantie van 27 juli 2020 tot wijziging van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de noodzaak om de garagepoort van de politieantenne KOBAN - Brabant, die op 21 juni 2021 door een voertuig werd beschadigd, te vervangen;

Overwegende dat de toegang in afwachting van de noodzakelijke werken tijdelijk werd beveiligd;

Overwegende dat, om aan deze vraag te voldoen, het aangewezen was een overheidsopdracht van beperkte waarde uit te schrijven;

Overwegende dat vier gespecialiseerde ondernemingen hiertoe werden geraadpleegd;

Gelet op de drie ontvangen offertes voor de respectieve bedragen van 8.243,73 €, 9.990,97 € en 10.160 €;

Overwegende dat de economisch voordeligste offerte beantwoordt aan de vastgelegde technische vereisten;

Overwegende dat het bijgevolg aangewezen is deze conforme offerte van 8.243,73 € te weerhouden;

Overwegende dat deze uitgave zal worden gefinancierd met de financiële middelen vermeld in het investeringsprogramma;

Overwegende dat de gemeenteraad zal worden ingelicht van elke wijziging in deze financieringsmiddelen ter gelegenheid van de stemming van de begrotingswijzigingen en jaarrekeningen;

Gelet op het collegebesluit van 8 maart 2022, houdende :

1. vaststelling van de plaatsingsprocedure en de voorwaarden van de opdracht : overheidsopdracht van beperkte waarde, na raadpleging van vier gespecialiseerde ondernemingen.
2. van zodra dit mogelijk is : vastlegging van de uitgave, geraamd op 9.000 € BTW inbegrepen, rekening houdend met eventuele meerwerken, op artikel 922/723-60/-13/62a-20220264 van de buitengewone begroting over 2022.
3. akte te nemen dat deze uitgave wordt gefinancierd met de middelen vermeld in het investeringsprogramma

NEEMT TER INFORMATIE  
voormeld collegebesluit

SP 23.- Bâtiment sis rue Verte 216 - Aménagement des 2e, 3e et 4e étages - Marché de travaux - Procédure de passation et conditions du marché - Approbation --- Gebouw gelegen Groenstraat 216 - Inrichting van de 2de, 3de en 4de verdieping - Opdracht voor werken - plaatsingsprocedure en voorwaarden van de opdracht - Goedkeuring

DÉCISION DU CONSEIL --- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. --- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité.

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée jusqu'à présent, et en particulier l'article 234 §1;  
Vu la loi du 17 juin 2016 - en particulier son article 36 - relative aux marchés publics, telle qu'elle a été modifiée à ce jour;  
Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques, tel qu'il a été modifié à ce jour;  
Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, tel qu'il a été modifié à ce jour;  
Vu l'ordonnance du 27 juillet 2017 modifiant la Nouvelle loi communale en vue de préciser les règles de compétences en matière de marchés publics communaux;  
Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de Bruxelles-Capitale telle qu'elle a été modifiée à ce jour;  
Vu le plan TETRIS de redéploiement des services communaux;  
Vu la décision visant à la vente du CSA à Citydev et la création d'un pôle "Solidarité et Promotion sociale" dans le nouveau bâtiment sis rue Verte 216;  
Considérant que ce pôle occupera ledit bâtiment communal;  
Considérant que les deuxième et troisième étages seront réservés à la "Promotion sociale" et que l'asbl VIA occupera le quatrième étage;  
Considérant que la création de ce pôle nécessitera d'importants travaux d'aménagement pour la mise en conformité de ces espaces et leur adaptation à leur future destination;  
Considérant que ces travaux concernent, succinctement, de la maçonnerie, des travaux de menuiserie intérieure, le revêtement des sols, les sanitaires, la mise en peinture et certains équipements;  
Vu l'étude en interne pour la réalisation de la conception de ces aménagements et les clauses techniques qui en résultent;  
Considérant que ces travaux d'aménagement sont estimés à 1,2 million d'euros TVAC;  
Vu le crédit de 1.400.000€ inscrit à l'article 300/724-60/-/620-20220058 du budget extraordinaire 2022;  
Vu le CSC Scha/Infra/2022/012 établi par la Direction Infrastructures et régissant ce marché;  
Vu l'avis de marché joint en annexe à publier au Bulletin des Adjudications pour une consultation au niveau national;  
Considérant que ce marché sera passé par procédure ouverte avec le prix pour seul critère d'attribution;

DECIDE

1. D'approuver le projet visant aux travaux d'aménagement des 2e, 3e et 4e étages du bâtiment sis rue Verte 216;
2. De fixer la procédure de passation: procédure ouverte;
3. De fixer les conditions du marché selon le CSC Scha/Infra/2022/012;
4. D'approuver le texte de l'avis de marché à publier au Bulletin des Adjudications;
5. D'imputer la dépense estimée à 1.400.000€ incluant une marge prévisionnelle pour faire face aux éventuels décomptes et modifications de quantités présumées, à l'article 300/724-60/-/620-20220058 du budget extraordinaire 2022;

6. De prendre acte que cette dépense est financée par les moyens renseignés dans le programme d'investissement.

#### DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals tot op heden gewijzigd, in het bijzonder het artikel 234 §1;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 - in het bijzonder zijn artikel 36 - betreffende de overheidsopdrachten, zoals tot op heden gewijzigd;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, zoals tot op heden gewijzigd;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot vaststelling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken, zoals tot op heden gewijzigd;

Gelet op de ordonnantie van 27 juli 2017 tot wijziging van de nieuwe gemeentewet teneinde de bevoegdheidsregels inzake gemeentelijke overheidsopdrachten te verduidelijken;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, zoals zij tot op heden werd gewijzigd;

Gelet op het TETRIS-plan voor de herstructurering van de gemeentediensten;

Gelet op de beslissing om het SAC te verkopen aan Citydev en de creatie van een pool "Solidariteit en Sociale Promotie" in het nieuwe gebouw gelegen Groenstraat, 216;

Overwegende dat deze pool zal worden ondergebracht op de genoemd gemeentegebouw;

Overwegende dat de tweede en derde verdieping zullen worden gereserveerd voor "Sociale promotie" en dat de VIA vzw de vierde verdieping zal bezetten;

Overwegende dat voor de creatie van deze pool belangrijke inrichtingswerken nodig zijn, zodat de ruimtes conform de normen worden ingericht en ze aan hun toekomstige bestemming worden aangepast;

Overwegende dat deze werken kort samengevat omvatten : metselwerken, binnenschrijnwerken, vloerbekledingen, het sanitair, schilderwerken en bepaalde uitrustingen;

Gelet op de interne studie voor het ontwerpen van deze inrichtingen en de technische clausules die ten gevolge daarvan werden opgemaakt;

Overwegende dat de kostenraming voor deze inrichtingswerken 1,2 miljoen euro BTW inbegrepen bedraagt;

Gelet op het krediet van 1.400.000 € ingeschreven op artikel 300/724-60/-/620-20220058 van de buitengewone begroting over 2022;

Gelet op het bestek Scha/Infra/2022/012, opgemaakt door de Directie Infrastructuur, dat de opdracht regelt;

Gelet op de bijgevoegde aankondiging van de opdracht, te publiceren in het Bulletin der Aanbestedingen, voor een raadpleging op nationaal niveau;

Overwegende dat deze opdracht zou worden geplaatst bij openbare procedure met de prijs als enige gunningscriterium;

#### BESLUIT

1. het project goed te keuren betreffende de inrichting van de 2de, 3de en 4de verdieping van het gebouw gelegen Groenstraat 216;
2. de plaatsingsprocedure vast te leggen : openbare procedure;
3. de voorwaarden van de opdracht vast te leggen volgens het bestek Scha/Infra/2022/012;
4. de tekst van de in het Bulletin der Aanbestedingen te publiceren aankondiging van de opdracht goed te keuren;
5. de uitgave, geraamd op 1.400.000 €, omvattende een marge voor eventuele meerwerken en wijzigingen van de vermoedelijke hoeveelheden, vast te leggen op artikel 300/724-60/-/620-20220058 van de buitengewone begroting over 2022, ;
6. akte te nemen dat deze uitgave wordt gefinancierd met de middelen vermeld in het investeringsprogramma.

SP 24.- Infrastructures sportives - Marché de travaux en vue du renouvellement du gazon synthétique du terrain principal (T-1) du stade Wahis, avec remplissage de granulats de liège - Procédure de passation et conditions du marché - Approbation --  
Sportinfrastructuuren - Opdracht voor werken met het oog op de vernieuwing van het kunstgrasveld van het hoofdterrein (T-1) van het stadion Wahis, met een vulling van kurkgranulaten - Plaatsingsprocedure en voorwaarden van de opdracht - Goedkeuring

DÉCISION DU CONSEIL --- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. --- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité.

Vu la Nouvelle Loi Communale telle que modifiée à ce jour, en particulier son article 234 § 1 ;  
Vu la Loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et ses modifications à ce jour, en particulier son article 41 ;

Vu l'Arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications à ce jour ;

Vu l'Arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications à ce jour ;

Vu l'Ordonnance du 17 juillet 2003 modifiant la Nouvelle Loi Communale, en particulier son article 27 ;

Vu l'Ordonnance du 27 juillet 2017 modifiant la Nouvelle Loi Communale en vue de préciser les règles de compétences en matière de marchés publics communaux ;

Considérant que la pelouse en gazon synthétique du stade Wahis a été installée il y a plus de 10 ans ;

Considérant que c'est le terrain principal, accueillant les compétitions de rugby, qui présente le plus d'usures et dont les détériorations sont de plus en plus visibles ;

Considérant que la pelouse synthétique est actuellement lestée par des granulats en plastique vert qui présenteraient des risques pour la santé des sportives & sportifs qui utilisent ce terrain ;

Considérant qu'il devient nécessaire et prioritaire de procéder à la rénovation de cette pelouse en utilisant, comme lestage, un matériau plus écologique qui présenterait moins de risque pour les usagers du terrain T-1 ;

Considérant que, préalablement, le service des Sports avait passé un marché de faible de montant en 2021, ceci, afin de désigner un bureau d'études spécialisé pour estimer les coûts et élaborer les clauses techniques du cahier des charges de ce marché de travaux pour le terrain principal T-1 du stade Wahis ;

Considérant que le bureau d'études désigné a estimé ce marché à un montant de près de 400.000 € HTVA ;

Considérant que conformément à l'article 234, § 1 de la Nouvelle Loi Communale, le Conseil communal doit être sollicité pour choisir la procédure de passation et fixer les conditions du marché ;

Considérant que ce marché de travaux sera régi par le cahier des charges, réf.

Scha/Infra/2022/005 ;

Considérant que la procédure préconisée pour ce marché est la procédure négociée directe avec publication préalable ;

Vu le projet d'avis de marché qui serait publié dans le Bulletin Des Adjudications-BDA ;

Considérant que la dépense serait imputée à l'article 764/724-60/....../841-20220162 du budget extraordinaire de l'exercice 2022, ceci, sous réserve de l'approbation du budget par la Tutelle régionale ;

Considérant que la dépense serait financée par les moyens renseignés dans le programme d'investissement ;

Considérant que le Conseil Communal sera informé de toute modification de ces moyens de financement à l'occasion du vote des modifications budgétaires et des comptes annuels ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 22 mars 2022 ;

DÉCIDE :

1. Approuver de lancer un marché de travaux en vue du renouvellement du gazon synthétique du terrain principal (T-1) du stade Wahis, avec remplissage de granulats de liège ;

2. Approuver la procédure de passation : procédure négociée directe avec publication préalable ;
3. Fixer les conditions du marché consignées dans le cahier des charges, réf. Scha/Infra/2022/005 ;
4. Approuver la publication de l'avis de marché au Bulletin Des Adjudications-BDA ;
5. Imputer la dépense, estimée à près de 400.000 € HTVA, à l'article 764/724-60/....../841-20220162 du budget extraordinaire de l'exercice 2022, sous réserve de l'approbation du budget par la Tutelle régionale ;
6. Prendre acte que cette dépense sera financée par les moyens renseignés dans le programme d'investissement.

#### DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.

Gelet op de nieuwe gemeentewet zoals tot op heden gewijzigd, inzonderheid artikel 234 § 1; Gelet op de wet van 17 juni 2016 betreffende de overheidsopdrachten en zijn latere wijzigingen, inzonderheid artikel 41;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, zoals tot op heden gewijzigd;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, zoals tot op heden gewijzigd;

Gelet op de ordonnantie van 17 juli 2003 tot wijziging van de nieuwe gemeentewet, inzonderheid artikel 27;

Gelet op de ordonnantie van 27 juli 2017 tot wijziging van de nieuwe gemeentewet, teneinde de bevoegdheidsregels inzake gemeentelijke overheidsopdrachten te verduidelijken;

Overwegende dat het kunstgrasveld van het stadion Wahis reeds meer dan 10 jaar oud is;

Overwegende dat het gaat om het hoofdterrein, waarop rugbywedstrijden worden georganiseerd en dat de meeste slijtage vertoont en waarvan de beschadigingen hoe langer hoe meer zichtbaar worden;

Overwegende dat het kunstgrasveld momenteel wordt verzwaard met groene plastic granulaten, die een gezondheidsrisico zouden vormen voor de sportlui die het terrein gebruiken;

Overwegende dat het noodzakelijk en prioritair wordt om over te gaan tot de renovatie van dit terrein en als ballast een meer ecologisch materiaal te gebruiken, dat minder risico's inhoudt voor de gebruikers van terrein T-1;

Overwegende dat de Sportdienst in 2021 reeds een opdracht plaatste van beperkte waarde, met als doel een gespecialiseerd studiebureau aan te duiden voor het opmaken van een kostenraming en het uitwerken van de technische bepalingen van het bestek van deze opdracht voor werken voor het belangrijkste terrein van het stadion Wahis, namelijk het terrein T-1;

Overwegende dat door het studiebureau de kosten werden geraamd op een bedrag van om en bij 400.000 € zonder BTW;

Overwegende dat conform artikel 234 § 1 van de nieuwe gemeentewet, de Gemeenteraad de plaatsingsprocedure kiest en de voorwaarden van de opdracht bepaalt;

Overwegende dat deze opdracht voor werken wordt geregeld door het bestek met referentie Scha/Infra/2022/005;

Overwegende dat de aanbevolen procedure voor deze opdracht de vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking is;

Gelet op het ontwerp van de aankondiging van de opdracht die in het Bulletin der Aanbestedingen-BDA zou worden gepubliceerd;

Overwegende dat de uitgave zou worden aangerekend op het artikel 764/724-60/....../841-20220162 van de buitengewone begroting over 2022, onder voorbehoud van de goedkeuring van de begroting door de gewestelijke dienst Toezicht;

Overwegende dat de uitgave zou worden gefinancierd met de middelen aangegeven in het investeringsprogramma;

Overwegende dat de gemeenteraad zal worden ingelicht van elke wijziging van deze financieringsmiddelen ter gelegenheid van de stemming van de begrotingswijzigingen en jaarrekeningen;

Gelet op het collegebesluit van 22 maart 2022;

## BESLUIT

1. goedkeuring om een opdracht voor werken te lanceren voor de vernieuwing van het kunstgrasveld van het hoofdterrein (T-1) van het stadion Wahis, met een vulling van kurkgranulaten;
2. goedkeuring van de plaatsingsprocedure : vereenvoudigde onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking;
3. vaststelling van de voorwaarden van de opdracht, zoals opgesomd in het bestek met ref. Scha/Infra/2022/005;
4. goedkeuring van de publicatie van de aankondiging van de opdracht in het Bulletin der Aanbestedingen-BDA;
5. aanrekening van de uitgave, geraamd op 400.000 € zonder BTW, op het artikel 764/724-60/...../841-20220162 van de buitengewone begroting over 2022, onder voorbehoud van de goedkeuring van de begroting door de gewestelijke dienst Toezicht;
6. akte te nemen dat deze uitgave zal worden gefinancierd met de middelen aangegeven in het investeringsprogramma.

### Contrats de quartier ==- Wijkcontracten

SP 25.- Contrat de quartier durable Pogge, Opération 3-1 - Espace public - Marché de travaux - Attribution du marché de travaux (majoration de dépense) - Approbation ==- Duurzaam wijkcontract Pogge, Operatie 3-1 - Openbare ruimten - Contract voor werken - Gunning van de opdracht voor werken (verhoging van de uitgave) - Goedkeuring

### DÉCISION DU CONSEIL ==- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. ==- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.

### LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité.

Vu les articles 117, 234 et 236 de la nouvelle loi communale ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de service ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;

Vu l'arrêté royal du 22 juin 2017 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics ;

Vu l'Ordonnance du 6 octobre 2016, organique de la revitalisation urbaine ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 24 novembre 2016, relatif aux Contrats de quartier durable ;

Vu l'arrêté de l'Exécutif du 8 décembre 2016 approuvant le programme du contrat de quartier durable Pogge et dont la première ainsi que la deuxième modification de programme ont été approuvées par le Ministre-Président respectivement en date du 21 décembre 2017 et du 18 novembre 2019.

Considérant que la mission de travaux encadrant le projet d'espace public constitue l'opération 3-1 de ce programme ;

Considérant qu'il convient de confier les travaux à une entreprise.

Vu le cahier des charges SCHAE / INFRA / 2021 / CQDPO / 3-1, dressé à cette fin ;

Considérant qu'en date du 22 juin 2021, le CBE a approuvé le cahier spécial des charges (SCHAE / INFRA / 2021 / CQDPO/ 3-1) dressé pour le marché public de travaux par procédure ouverte.

Considérant qu'en date du 30 juin 2021, le conseil communal a approuvé la décision du CBE et validé la transmission du cahier spécial des charges à la tutelle.

Considérant qu'en date du 14 juillet 2021, le dossier d'adjudication a été transmis à la tutelle ;

Vu les remarques transmises par la tutelle ;

Considérant qu'en date du 31 juillet 2021, le CBE a approuvé les modifications apportées aux cahiers spécial des charges (SCHAE / INFRA / 2021 / CQDPO/ 3-1).



Considérant qu'en date du 08 septembre 2021, le Conseil Communal approuve également les modifications apportées et décide de passer le marché des travaux par adjudication publique avec clauses sociales en 3 lots aux conditions fixées par le cahier spécial des charges SCHAE / INFRA / 2021/ CQDPO / 3-1 par procédure « ouverte ».

Considérant qu'en date du 03 novembre 2021, le marché de travaux est publié et qu'en date du 15 décembre 2021, deux offres ont été remises pour chaque lot.

Vu le rapport d'analyse des offres qui fait partie intégrante la présente et qui conclut à l'attribution du marché des 3 Lots (A, B et C) à l'entreprise "KRINKELS NV", Weversstraat 39 1840 Londerzeel, qui a présentée l'offre la plus basse pour chaque lot pour un montant total de 2.112.658,73 € (21%).

Considérant qu'il convient d'engager un montant de 211.265,87 € TVAC (soit 10% du montant total des travaux) pour répondre aux éventuels imprévus qui surviendront durant le chantier. Considérant que le coût total des travaux (2.323.924,60 € TVAC) est plus important qu'estimé initialement lors de la publication du marché (1.849.263,16 € TVAC) et à ce titre doit être réévalué.

Considérant que le coût total des travaux est inscrit à l'article budgétaire 922/731-60/ -10/62a du budget extraordinaire 2022 et est fiancé par la région via le CQDPO (1.234.309,26 TVAC), Bruxelles Mobilité (600.000,00 € TVAC) et la commune de Schaerbeek pour le solde (489.615,34 € TVAC) restant.

Vu que l'offre de l'entreprise retenue s'inscrit dans un contexte plus général de forte hausse des prix relatifs aux marchés publics de travaux et aux effets induits par la crise sanitaire.

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Échevins en date du 15 mars 2022 ;

DECIDE :

1. D'approuver la majoration du coût des travaux pour le réaménagement de l'espace dans le cadre du CQD Pogge et de le porter à 2.323.924,60 € TVAC ;
2. D'imputer cette majoration de 474.661,44 € TVAC à l'article 922/731-60/ -10/62a du budget extraordinaire 2022 lorsque celui-ci sera rendu exécutoire ;
3. De prendre acte que cette dépense sera financée par les moyens financiers renseignées dans le programme d'investissement. Le Conseil Communal sera informé de toute modification de ces moyens de financement à l'occasion du vote des modifications budgétaires et des comptes annuels.

#### DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.

Gelet op de artikelen 117, 234 en 236 van de nieuwe gemeentewet

Gelet op de wet van 17 juni 2016 met betrekking tot de overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 plaatsing overheidsopdrachten in de klassieke sectoren;

Gelet op het koninklijk besluit van 22 juni 2017 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten;

Gelet op de ordonnantie van 6 oktober 2016, houdende de organisatie van de Stedelijke herwaarderding;

Gelet op het besluit van de regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 24 november 2016, met betrekking tot de duurzame wijkcontracten;

Gelet op het besluit van de Executieve van 8 december 2016 dat het programma van het duurzaam wijkcontract Pogge goedkeurt en waarvan zowel de eerste als de tweede programmawijziging door de Minister-President zijn goedgekeurd op respectievelijk 21 december 2017 en 18 november 2019.

Overwegende dat de opdracht voor de werkzaamheden in het kader van het project voor het openbare ruimte operatie 3-1 van dit programma vormt.

Overwegende dat het passend is om de werken te gunnen aan een onderneming.

Gelet op het daartoe opgestelde bestek SCHAE / INFRA / 2021 / CQDPO / 3-1;

Overwegende dat de CBS op 22 juni 2021 het bijzonder bestek (SCHAE / INFRA / 2021 / CQDPO/ 3-1) heeft goedgekeurd dat is opgesteld voor de overheidsopdracht voor de uitvoering van werken via een openbare procedure.

Overwegende dat de gemeenteraad op 30 juni 2021 het besluit van het CBS heeft goedgekeurd en de toezending van het bijzonder bestek aan de voogdij heeft gevalideerd.

Overwegende dat het aanbestedingsdossier op 14 juli 2021 aan het trusteeship is

toegezonden;

Gelet op de opmerkingen van het Trusteeship;

Overwegende dat de CBS op 31 juli 2021 de wijzigingen in het bijzonder bestek heeft goedgekeurd (SCHAE / INFRA / 2021 / CQDPO / 3-1).

Overwegende dat de gemeenteraad op 08 september 2021 eveneens de aangebrachte wijzigingen heeft goedgekeurd en besloten heeft de opdracht voor de werken via openbare aanbesteding met sociale clausules in 3 percelen te gunnen onder de voorwaarden van het bijzonder bestek SCHAE / INFRA / 2021 / CQDPO / 3-1 volgens de "openbare" procedure.

Overwegende dat op 03 november 2021 de opdracht voor de uitvoering van werken is gepubliceerd en dat op 15 december 2021 voor elk perceel twee offertes zijn ingediend.

Gelet op het verslag van de analyse van de offertes, dat hiervan een integrerend deel uitmaakt en dat leidt tot de gunning van de opdracht voor de 3 kavels (A, B en C) aan de vennootschap "KRINKELS NV", Weversstraat 39 1840 Londerzeel, die voor elk van de kavels de laagste offerte heeft ingediend voor een totaalbedrag van 2.112.658,73 € (21%)

Ervan uitgaande dat een bedrag van 211.265,87 € BTW inbegrepen (d.w.z. 10% van het totale bedrag van de werkzaamheden) moet worden vastgelegd om het hoofd te bieden aan onvoorziene uitgaven die zich tijdens de werkzaamheden kunnen voordoen.

Overwegende dat de totale kosten van de werken (2.323.924,60 € inclusief BTW) hoger zijn dan de oorspronkelijke raming ten tijde van de bekendmaking van de opdracht (1.849.263,16 € inclusief BTW) en als zodanig opnieuw moeten worden geëvalueerd.

Overwegende dat de totale kosten van de werkzaamheden zijn opgenomen in begrotingsartikel 922/731-60/ -10/62a van de buitengewone begroting 2022 en worden gefinancierd door het gewest via het DWCP0 (1.234.309,26 € BTW incl.), Brussel Mobiliteit (600.000,00 € BTW incl.) en de gemeente Schaarbeek voor het resterende saldo (489.615,34 € BTW incl.)

Gelet op het feit dat het aanbod van de geselecteerde onderneming past in een meer algemene context van een sterke stijging van de prijzen in verband met overheidsopdrachten voor de uitvoering van werken en de gevolgen van de gezondheidscrisis.

Op voorstel van het college van burgemeester en schepenen op 15 maart 2022;

BESLIST :

1. Goedkeuring van de verhoging van de kosten van de werkzaamheden voor de herinrichting van de ruimte in het kader van het DWC Pogge tot 2.323.924,60 €, inclusief BTW;
2. Deze verhoging met 474.661,44 € BTW aan te rekenen op artikel 922/731-60/10/62a van de buitengewone begroting 2022 wanneer deze wordt uitgevoerd;
3. Akte van te nemen dat deze uitgaven zullen worden gefinancierd met de in het investeringsprogramma vermelde financiële middelen. De gemeenteraad zal van elke wijziging van deze financieringswijzen in kennis worden gesteld bij de stemming over de begrotingswijzigingen en de jaarrekening.

#### Urbanisme et environnement --- Stedenbouw & leefmilieu

SP 26.- Demande de permis d'urbanisme générant des charges d'urbanisme à affecter à la mise à disposition et la gestion d'un parking vélos public souterrain dans le bien rue Godefroid Devreese, 34 - Projet de convention de coopération entre la Commune, le maître d'ouvrage et le futur exploitant - Approbation. --- Aanvraag om stedenbouwkundige vergunning met stedenbouwkundige lasten te bestemmen voor de terbeschikkingstelling en de uitbating van een ondergrondse publieke fietsenstalling in het gebouw Godefroid Devreesestraat, 34 - Ontwerp van samenwerkingsovereenkomst tussen de Gemeente, de bouwheer en de toekomstige uitbater - Goedkeuring.

Monsieur Mahieu intervient

Monsieur Nimal répond

Monsieur Mahieu intervient

Monsieur Nimal et Madame la Bourgmestre ff répondent

#### DÉCISION DU CONSEIL --- BESLISSING VAN DE RAAD

Décidé, par 35 voix contre 0 et 4 abstention(s). --- Besloten, met 35 stem(men) tegen 0 en 4 onthouding(en).

LE CONSEIL COMMUNAL  
Décidé, par 35 voix contre 0 et 4 abstention(s).

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi communale;

Vu le Code Bruxellois de l'Aménagement du Territoire (CoBAT) adopté par arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale et ratifié par Ordonnance du 13 mai 2004, tel que modifié par les Ordonnances des 30 novembre 2017 et 4 avril 2019 réformant le CoBAT et l'Ordonnance du 5 juin 1997 relative aux permis d'environnement et modifiant certaines législations connexes, en particulier son article 100 (charges d'urbanisme);

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 26 septembre 2013 relatif aux charges d'urbanisme imposées à l'occasion de la délivrance de permis d'urbanisme;

Vu la demande de permis d'urbanisme introduite le 7 mai 2021 par la sa Fieldworks auprès de l'administration communale pour le bien sis rue Godefroid Devreese, 34, ayant comme objet "sur une parcelle avec des bâtiments affectés à un équipement d'intérêt collectif ou de service public (bureau de la poste), rénover l'ensemble du site, changer l'affectation de l'immeuble en un immeuble à appartements (23 logements) et un commerce au rez-de-chaussée, démolir partiellement les bâtiments en intérieur d'îlot, rehausser l'immeuble principal à front de rue et apporter des modifications esthétiques à la façade avant";

Vu les avis favorables conditionnels du Collège des Bourgmestre et Echevins du 16 novembre 2021 sur la demande initiale (N°: 565/630/B/108) et du 8 mars 2022 sur la demande modifiée (N°: 590/630/B/197);

Considérant que la demande de permis d'urbanisme modifiée concerne un changement d'affectation de plus de 1.000m<sup>2</sup> de logement (2.095m<sup>2</sup>) et qu'elle génère donc des charges d'urbanisme à hauteur de 50 euros/m<sup>2</sup>, pour un montant global de 104.750 euros;

Considérant que le maître d'ouvrage sa Fieldworks propose de réaliser ces charges d'urbanisme en nature sous forme d'une mise à disposition d'un espace souterrain destiné à l'aménagement d'un parking vélos public pour 45 vélos et 5 vélos cargo dans l'immeuble;

Considérant que l'équipement, la gestion et l'exploitation du parking vélos public seront confiés à un partenaire public externe dès qu'il sera construit (au plus tard à sa réception provisoire), à savoir l'Agence du Stationnement de la Région de Bruxelles-Capitale (parking.brussels);

Considérant que le maître d'ouvrage a fait élaborer un projet de convention de coopération à conclure entre le maître d'ouvrage, parking.brussels et la Commune afin de fixer les obligations légales et contractuelles de toutes les parties intervenantes et de garantir la gestion et l'exploitation du parking vélos public à long terme, et ce pour une durée minimale de 15 ans, ce qui correspond à la valeur des charges d'urbanisme;

Considérant que ce projet de convention de coopération a été soumis à l'avis du service communal des Affaires Juridiques et que le maître d'ouvrage a adapté ce projet de convention conformément aux remarques formulées;

Considérant qu'après l'adoption et la signature de cette convention, elle sera annexée au permis d'urbanisme à délivrer sur le projet modifié et qu'elle en fera partie intégrante;

Considérant que le maître d'ouvrage a également fait élaborer un projet de convention de gestion à conclure entre parking.brussels et les futurs propriétaires du bien immobilier qui se réuniront dans une association de copropriétaires afin de régler le transfert de la gestion du parking vélos public pour que toutes les obligations résultant du transfert de propriété et de la convention de coopération soient contractuellement transférées à la nouvelle association des copropriétaires; que cette convention sera conclue au plus tard au moment de la réception provisoire de ce parking vélos; qu'elle ne nécessite pas l'approbation du Conseil communal;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 22 mars 2022;

Considérant qu'il y a lieu d'y faire droit;

DECIDE:

1. d'approuver le projet de convention de coopération entre la Commune, le maître d'ouvrage sa Fieldworks et le futur exploitant l'Agence du Stationnement de la Région de Bruxelles-Capitale (parking.brussels) relatif à la mise à disposition et l'exploitation du parking vélos public souterrain dans l'immeuble sis rue Godefroid Devreese 34;
2. d'habiliter le Collège des Bourgmestre et Echevins à signer cette convention de coopération.

DE GEMEENTERAAD  
Besloten, met 35 stem(men) tegen 0 en 4 onthouding(en).

Gelet op het artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op het Brussels Wetboek van de Ruimtelijke Ordening (BWRO) vastgesteld bij besluit van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en geratificeerd bij Ordonnantie van 13 mei 2004, zoals gewijzigd door de Ordonnanties van 30 november 2017 en 4 april 2019 tot hervorming van het BWRO en de Ordonnantie van 5 juni 1997 m.b.t. de milieuvergunningen en tot wijziging van bepaalde aanverwante wetgevingen, in het bijzonder haar artikel 100 (stedenbouwkundige lasten);

Gelet op het besluit van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 26 september 2013 betreffende de stedenbouwkundige lasten die opgelegd worden bij de uitreiking van stedenbouwkundige vergunningen;

Gelet op de aanvraag om stedenbouwkundige vergunning ingediend op 7 mei 2021 door de nv Fieldworks bij het gemeentebestuur voor het goed gelegen Godefroid Devreesestraat 34, met als voorwerp "op een perceel met gebouwen bestemd voor een voorziening van collectief belang of van openbare dienst (postkantoor), renoveren van de volledige site, wijzigen van de bestemming van het gebouw naar een appartementsgebouw (23 eenheden) en een handelszaak op het gelijkvloers, gedeeltelijk afbreken van de gebouwen in het binnenterrein van het huizenblok, verhogen van het hoofdgebouw aan de straatzijde en aanbrengen van esthetische wijzigingen aan de voorgevel";

Gelet op de gunstige voorwaardelijke adviezen van het College van Burgemeester en Schepenen over de oorspronkelijke aanvraag op 16 november 2021 (N°: 565/630/B/108) en over de gewijzigde aanvraag op 8 maart 2022 (N°: 590/630/B/197);

Overwegende dat de gewijzigde stedenbouwkundige vergunningsaanvraag een bestemmingswijziging van meer dan 1.000m<sup>2</sup> huisvesting betreft (2.095m<sup>2</sup>) en dat zij dus stedenbouwkundige lasten genereert ten belope van 50 euro/m<sup>2</sup>, voor een totaalbedrag van 104.750 euro;

Overwegende dat de bouwheer nv Fieldworks voorstelt om deze stedenbouwkundige lasten in natura uit te voeren onder de vorm van de terbeschikkingstelling van een ondergrondse ruimte bestemd voor de inrichting van een publieke fietsenparking voor 45 fietsen en 5 bakfietsen in het gebouw;

Overwegende dat de uitrusting, het beheer en de uitbating van de publieke fietsenparking aan een externe openbare partner zal worden toevertrouwd van zodra zij gebouwd zal zijn (uiterlijk bij de voorlopige oplevering ervan), zijnde het Parkeeragentschap van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest (parking.brussels);

Overwegende dat de bouwheer een ontwerp van samenwerkingsovereenkomst af te sluiten tussen de bouwheer, parking.brussels en de Gemeente heeft laten opmaken teneinde alle contractuele en wettelijke verplichtingen van de verschillende optredende partijen schriftelijk vast te leggen en het beheer en de uitbating van de publieke fietsenparking op de lange termijn te verzekeren, en dit voor minstens 15 jaar, wat overeenstemt met de waarde van de stedenbouwkundige lasten;

Overwegende dat dit ontwerp van samenwerkingsovereenkomst aan het advies van de gemeentelijke dienst Juridisch Zaken voorgelegd werd en dat deze ontwerpovereenkomst door de bouwheer aan de gemaakte opmerkingen aangepast werd;

Overwegende dat na haar goedkeuring en ondertekening, deze overeenkomst aan de af te leveren stedenbouwkundige vergunning over het gewijzigde project gehecht zal worden en zij zal er integraal deel van uitmaken;

Overwegende dat de bouwheer ook een af te sluiten ontwerp van beheersovereenkomst tussen parking.brussels en de toekomstige eigenaars van het onroerend goed die zich zullen verenigen in een vereniging van mede-eigenaars, heeft laten opmaken teneinde de beheeroverdracht van de publieke fietsenparking te regelen zodat alle verplichtingen die voortvloeien uit de eigendomsoverdracht en de samenwerkingsovereenkomst, contractueel overgedragen worden aan de nieuwe vereniging van mede-eigenaars; dat deze overeenkomst uiterlijk op het ogenblik van de voorlopige oplevering van deze fietsenparking afgesloten zal worden; dat zij geen goedkeuring van de Gemeenteraad behoeft;

Gelet op beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 22 maart 2022;

Overwegende dat het past er een gunstig gevolg aan te geven;

BESLUIT:

1. het ontwerp van samenwerkingsovereenkomst tussen de Gemeente, de bouwheer nv Fieldworks en de toekomstige uitbater het Parkeeragentschap van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest (parking.brussels) goed te keuren over de terbeschikkingstelling en de uitbating van de ondergrondse publieke fietsenparking in het gebouw gelegen Godefroid Devreesestraat, 34;
2. het College van Burgemeester en Schepenen te machtigen deze samenwerkingsovereenkomst te ondertekenen.

VIE CITOYENNE --- BURGERLEVEN (LEVEN IN DE GEMEENTE)

SP 27.- Motion - Soutien à l'Ukraine --- Motie - Steun aan Oekraïne

Madame la Bourgmestre expose le point  
Monsieur van den Hove expose sa motion  
Monsieur Degrez, Monsieur Verzin, Monsieur Bah, Monsieur Abkoui et Monsieur Bernard interviennent  
Monsieur van den Hove et Madame la Bourgmestre ff répondent

DÉCISION DU CONSEIL --- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. --- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité.

Considérant que l'incursion du 24 février 2022 des forces armées de la Fédération de Russie en Ukraine constitue une violation flagrante du droit international et du droit international coutumier, que la Fédération de Russie ne respecte pas l'intégrité territoriale et la souveraineté d'un État et que l'incursion était non provoquée et injuste.

Considérant qu'avec cette incursion, la Fédération de Russie a lancé la plus grande opération militaire dans un autre pays souverain d'Europe depuis la Seconde Guerre mondiale.

Considérant que dans la Fédération de Russie, le droit à la liberté d'expression n'est pas respecté, et que la Fédération de Russie agit de manière violente contre ses propres citoyens qui expriment leur mécontentement face à l'invasion de l'Ukraine.

Considérant que les conséquences humanitaires de cette incursion seront sans précédent.

Des millions d'Ukrainiens sont contraints de fuir leur pays et les conséquences pour les jeunes enfants ne doivent pas être sous-estimées. De nombreux d'enfants ne pourront plus bénéficier d'une éducation car ils ont dû fuir précipitamment.

Considérant que Schaerbeek, avec ses 165 nationalités différentes, est une commune où le vivre ensemble est central et est une commune qui n'accepte aucune forme de violence ou d'agression.

DECIDE

1. D'exprimer sa solidarité avec le peuple ukrainien, qui est victime de la violation militaire illégale du droit international par la fédération de Russie.
2. D'exprimer son mécontentement et son indignation face à la violation des droits civils dans la fédération de Russie
3. D'appeler, au nom de tous ceux qui sont présents, à une cessation immédiate des hostilités et à la conclusion d'un accord de paix qui respecte la souveraineté de l'Ukraine.
4. D'être bien inscrite dans le cadre de l'initiative « commune hospitalière » et en respecter les principes. Et continuer à prendre des mesures adéquates pour garantir un accueil digne à toutes les populations réfugiées dans le cadre de sa compétence territoriale, notamment en assurant l'accueil des enfants au sein des crèches et écoles communales.
5. Faire un don de 4 000€ à l'association Ukraine12-12
6. Demander à la Fédération Wallonie-Bruxelles et au VGC (Vlaamse Gemeenschapscommissie) de fournir à Schaerbeek un 'startpackage' ou des financements pour un 'startpackage' qui peut aider à l'achat de matériel scolaire

pour les enfants à partir de 12 ans d'une valeur de 30 000 euros.

#### DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.

Overwegende dat de inval van 24 februari 2022 van de strijdkrachten van de Russische Federatie in Oekraïne een flagrante schending is van het internationaal recht en het internationaal gewoonterecht, dat de Russische Federatie de territoriale integriteit en de soevereiniteit van een staat niet eerbiedigt en dat de inval niet uitgelokt en onrechtvaardig was

In aanmerking genomen dat de Russische Federatie met deze inval de grootste militaire operatie in een ander soeverein land in Europa heeft gelanceerd sinds de Tweede Wereldoorlog.

Overwegende dat in de Russische Federatie het recht op vrije meningsuiting niet wordt geëerbiedigd, en dat de Russische Federatie gewelddadig optreedt tegen haar eigen burgers die uiting geven aan hun ongenoegen over de invasie van Oekraïne

Gezien het feit dat de humanitaire gevolgen van deze inval ongekend zullen zijn. Miljoenen Oekraïners worden gedwongen hun land te ontvluchten en de gevolgen voor jonge kinderen mogen niet worden onderschat. Veel kinderen zullen geen onderwijs meer kunnen genieten omdat zij in allerijl moesten vluchten.

Overwegende dat Schaarbeek, met zijn 165 verschillende nationaliteiten, een gemeente is waar samenleven centraal staat en een gemeente is die geen enkele vorm van geweld of agressie aanvaardt.

#### BESLUIT

1. Zijn solidariteit te betuigen met het Oekraïense volk, dat het slachtoffer is van de illegale militaire schending van het internationale recht door de Russische Federatie.
2. Uiting te geven aan zijn ontevredenheid en verontwaardiging over de schending van de burgerrechten in de Russische Federatie
3. Namens alle aanwezigen op te roepen tot onmiddellijke stopzetting van de vijandelijkheden en tot een vredesakkoord dat de soevereiniteit van Oekraïne eerbiedigt.
4. Zich goed te gedragen in het kader van het initiatief "gemeenschappelijke gastvrijheid" en de beginselen daarvan te eerbiedigen. En passende maatregelen te blijven nemen om een waardige opvang te waarborgen van alle vluchtelingenbevolkingsgroepen die onder zijn territoriale bevoegdheid vallen, met name door te zorgen voor de opvang van kinderen in de crèches en de gemeentelijke scholen.
5. Een donatie van 4.000 euro aan de vereniging Oekraïne12-12 toe te kennen
6. De Federatie Wallonië-Brussel en de VGC (Vlaamse Gemeenschapscommissie) te verzoeken Schaarbeek een "startpakket" of financiering van een "startpakket" ter beschikking te stellen dat kan helpen bij de aankoop van schoolmateriaal voor kinderen van 12 jaar en ouder ten bedrage van 30.000 euro.

SP 28.- Programme de Cohésion sociale 2016-2020 - Avenant n°7 au Contrat communal - Approbation --- Programma 2016-2020 voor de Sociale Cohesie - Wijzigingsvoorstel nr 7 aan de gemeentelijk overeenkomst - Goedkeuring

#### DÉCISION DU CONSEIL --- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. --- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.

#### LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité.

Vu les articles 117 et 123 de la nouvelle loi communale ;

Vu le décret du 13 mai 2004 du Collège de la Commission communautaire française (COCOF) relatif à l'octroi de subventions aux communes pour la Cohésion sociale et fixant les critères d'octroi de la dite subvention ;

Vu le nouveau décret du 30 novembre 2018 du Collège de la COCOF relatif à la Cohésion

sociale;

Vu l'avis positif de la Concertation Locale pour la Cohésion sociale de Schaerbeek du 09 décembre 2021 ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestres et Echevins en sa séance du 22 mars 2022;

DECIDE

d'approuver le projet d'avenant n°7 au Contrat communal de Cohésion sociale 2016-2020.

#### DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.

Gelet op artikels 117 en 123 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op het besluit van 13 mei 2004 van het College van de Franse communautaire Commissie (COCOF) betreffende de toekenning van subsidies aan de gemeenten voor de Sociale Cohésie en dat de toekenningscriteria van bovenvermelde subsidie bepaalt;

Gelet op het nieuw besluit van 30 november 2018 voor de Sociale Cohésie;

Gelet op het positieve advies van de plaatselijke concertatie van de Sociale Cohésie van Schaerbeek, gegeven in de elektronische consultatie via mail van 09 december 2021;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen van 22 maart 2022 ;

BESLUIT

het wijzigingsvoorstel n°7, 2016-2020, goed te keuren.

#### Enseignement néerlandophone -- Nederlandstalig onderwijs

SP 29.- Nouvelles descriptions de poste de la communauté scolaire (OCSG) Groot-Bos-aan-Zee - Approbation -- Nieuwe functiebeschrijvingen van de scholengemeenschap (OCSG) Groot-Bos-aan-Zee - Goedkeuring

#### DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. -- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.

#### LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité.

Vu les articles 117 § et 120bis de la nouvelle loi Communale;

Vu le décret sur l'enseignement primaire du 25 février 1997, en application des articles 125 sexies à 125 viciis sexies du décret du 25 février 1997 sur l'enseignement primaire;

Vu l'arrêté du 6 juillet 2001 relatif à la coopération intercommunale, notamment ses articles 2 §, 1, 6, 7 et 8;

Vu les consultations du comité de gestion du 17 décembre 2019;

Vu le décret sur l'enseignement primaire du 25 février 1997, notamment ses articles 125bis à 125 quaterdecies inclu;

Vu l'arrêté du 6 juillet 2001 relatif à la coopération intercommunale, notamment ses articles 2§, 1, 6, 7 et 8;

Vu la circulaire «groupes scolaires primaires» BAO / 2005/11, telle que modifiée le 16/05/2014;

Vu l'accord actuel pour la communauté scolaire 2020-2026 art3 §2 et §3 tel qu'approuvé sur décision du Collège en session du 19/05/2020;

Vu la décision du Collège en session du 08/03/2022;

DÉCIDE :

Approuver les nouvelles descriptions de poste de la communauté scolaire (OCSG) Groot-Bos-Aan-Zee.

#### DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.

Gelet op de artikels 117 § en 120bis van de nieuwe Gemeentewet;

Gelet op het decreet basisonderwijs van 25 februari 1997, in uitvoering van artikel 125 sexies tot 125 viciis sexies van het decreet van 25 februari 1997 betreffende het basisonderwijs;

Gelet op het decreet van 6 juli 2001 betreffende de intergemeentelijke samenwerking in het bijzonder de artikelen 2 § 1, 6, 7 en 8;

Gelet op het overleg van het beheerscomité van 17 december 2019;  
 Gelet op het decreet basisonderwijs van 25 februari 1997, in het bijzonder de artikelen 125bis tot en met 125 quaterdecies;  
 Gelet op het decreet van 6 juli 2001 betreffende de intergemeentelijke samenwerking in het bijzonder de artikelen 2 § 1,6,7 en 8;  
 Gelet op de omzendbrief "scholengemeenschappen basisonderwijs" BAO/2005/11, zoals gewijzigd op 16/05/2014;  
 Gelet op de huidige overeenkomst scholengemeenschap 2020-2026 art3 §2 en §3 zoals goedgekeurd op de beslissing van het College in zitting van 19/05/2020;  
 Gelet op de beslissing van het College in zitting van 08/03/2022;  
**BESLUIT :**  
 De nieuwe functiebeschrijvingen van de scholengemeenschap (OCSG) Groot-Bos-Aan-Zee goed te keuren.

SP 30.- Service Nederlandstalig Onderwijs - Payement des factures d'Eurocom Software suite à l'implémentation du software d'enregistrement pour les services d'accueil, pour la fourniture des potages, repas chauds et fruits, TJEK. -- Dienst Nederlandstalig Onderwijs - Betaling facturen Eurocom Software naar aanleiding van de implementatie van de registratiesoftware voor opvangdiensten, het aanbieden van schoolmaaltijden, soep en fruit, TJEK.

Monsieur De Belder intervient  
 Madame Byttebier répond

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. -- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité.

Vu la nouvelle Loi Communale et notamment l'article 117;  
 Considérant que le règlement communal concernant les redevances pour les services d'accueil et pour la fourniture des potages, repas chauds et fruits, a été approuvé par le Collège des Bourgmestre et Echevins le 19/05/2020 en par le Conseil Communal le 25/05/20 ;  
 Considérant que le 18/05/2020 le Collège des Bourgmestre et Echevins a approuvé l'accord de principe pour l'acquisition et l'implémentation du software TJEK pour l'enregistrement et la préparation de la facturation des services d'accueil et pour la fourniture des potages, repas chauds et fruits ;

Vu le surcoût de € 994,02 en plus du coût de l'offre de Eurocom Software et du bon de commande de la commune.

Vu la facture d'Eurocom Software de € 3.536,38 pour les options de personnalisation, les modifications nécessaires du logiciel et les implémentations.

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins en séance du 22/3/2022

DECIDE :

Approbation d'un paiement de € 4.530, 85 de l'article budgétaire 722/744-51/-/823 à Eurocom Software (Tjek) - Slabbaardstraat-Noord, 64-66 - 8870 Izegem.

article budgétaire / artikelnummer	montant / bedrag	derde / tierce
722/744-51/-/823	€ 4.530, 85	Eurocom Software (Tjek) - Slabbaardstraat-Noord, 64-66 - 8870 Izegem

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.

Gezien de Gemeentewet, in het bijzonder het artikel 117;

Overwegende het gemeentelijk reglement betreffende de bijdrage voor buitenschoolse opvang en het aanbieden van soep en warme maaltijden, goedgekeurd door het College van Burgemeester en Schepenen op 19/05/2020 en door de Gemeenteraad op 25/05/2020;

Overwegende dat op 18/05/2021 het College van Burgemeester en Schepenen het



principe-sakkoord goedgekeurde voor de aankoop en de implementatie van de software TJEK voor de registratie en facturatievoorbereiding van buitenschoolse opvang en het aanbieden van schoolmaaltijden, soep en fruit;

Gelet op de onvoorziene meerkost van € 994,02 bovenop de kost offerte van Eurocom Software en de bestelbon van het gemeentebestuur te betalen;

Gelet op de extra factuur van Eurocom Software met een bedrag van € 3.536,38 voor het maatwerk, de nodige aanpassingen van de registratiesoftware en de implementatie ervan te betalen;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen in zitting van 22/3/2022

BESLUIT :

Goedkeuring van de betaling van € 4.530, 85 van artikelnummer 722/744-51/-/823 aan Eurocom Software (Tjek) - Slabbaardstraat-Noord, 64-66 - 8870 Izegem.

article budgétaire / artikelnummer	montant / bedrag	derde / tierce
722/744-51/-/823	€ 4.530, 85	Eurocom Software (Tjek) - Slabbaardstraat-Noord, 64-66 - 8870 Izegem

#### Sports -- Sport

SP 31.- Subside exceptionnel à l'asbl Xtreme Team Parkour - Approbation -- Uitzonderlijke subsidie voor de vzw Xtreme Team Parkour - Goedkeuring

#### DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. -- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité.

Vu l'article 117 et l'article 123 de la nouvelle loi communale ;

Vu la loi du 26 juillet 1971 organisant les agglomérations et fédérations de communes;

Vu l'arrêté royal du 30 juillet 1985 modifié par l'arrêté royal du 19 janvier 1989 réglant la tutelle administrative sur l'agglomération bruxelloise et les communes qui composent la Région de Bruxelles-Capitale;

Vu l'article 10 de la loi du 17 juillet 1973, garantissant la protection des tendances idéologiques et philosophiques;

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions et sa délibération du 15 janvier 1985;

Vu le règlement sur les subsides octroyés aux cercles sportifs, adopté en séance du 27 mars 2019;

Considérant qu'un crédit de 25.000 € est prévu à l'article 764/332-02/-AF/71 du budget ordinaire 2022 pour l'octroi de subsides aux clubs sportifs;

Considérant la volonté de la Commune de promouvoir le sport pour tous;

Vu le rapport du 15 mars 2022 du Collège des Bourgmestre et Échevins;

Considérant qu'il y a lieu d'y faire droit ;

DECIDE

d'approuver l'octroi du subside exceptionnel de 2.000 € à l'asbl Xtreme Team Parkour

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.

Gelet op artikel 117 en artikel 123 van de nieuwe gemeentewet ;

Gelet op de wet van 26 juli 1971 op de agglomeraties en federaties van de gemeenten;

Gelet op koninklijk besluit van 30 juli 1985 gewijzigd bij koninklijk besluit van 19 januari 1989 tot regeling van het administratief toezicht op de Brusselse agglomeratie en de gemeenten die tot het Brussels Hoofdstedelijk Gewest behoren;

Gelet op artikel 10 van de wet van 17 juli 1973, waarbij de bescherming van de ideologische en filosofische strekkingen gewaarborgd wordt;

Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en

aanwending van sommige toelagen en gelet op zijn raadsbesluit van 15 januari 1985;  
Gelet op het reglement op de subsidies toegestaan aan de sportclubs, beraadslaagd op 27  
mars 2019;

Overwegende dat in uitgaven een krediet van 25.000 € voorzien is op artikel 764/332-02/-  
AF/71 van het gewoon budget 2022 voor de subsidies toegestaan aan de sportclubs;

Gezien de wens van de gemeente om sport voor iedereen te promoten;

Gelet op het verslag van 15 maart 2022 van het College van Burgemeester en Schepenen;

Overwegende dat het betaamt hieraan een gunstig gevolg te geven;

BESLUIT

De toekenning van een uitzonderlijke subsidie van € 2.000 aan de vzw Xtreme Team Parkour,  
goed te keuren

#### Solidarité et Egalité des chances -- Solidariteit & Gelijke kansen

SP 32.- Mise en place d'un plan Handicap 2021-2023 - Approbation -- Uitvoering van een  
Schaarbeeks Plan voor Mensen met een beperking 2021-2023 - Goedkeuring

Madame Haddioui expose le point

Monsieur Degrez, Madame Petre, Madame Lahssaini et Madame Nyssens  
interviennent

Madame Haddioui répond

#### DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. -- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité.

Vu l'article 117 et l'article 123 de la Nouvelle Loi Communale

Considérant la volonté de la Commission Consultative pour la politique de la personne  
handicapée d'avancer concrètement sur une série de points liés à l'inclusion et l'accessibilité  
de la Commune;

Considérant l'engagement de la Commune pour obtenir le label Handycity;

Considérant que le contexte sanitaire actuel n'a fait qu'augmenter les risques de  
discriminations des personnes en situation de handicap;

Vu le rapport du 15 mars 2022 du Collège des Bourgmestre et Echevins;

Considérant qu'il y a lieu de faire droit aux conclusions de ce rapport.

DECIDE

D'approuver la mise en place d'un plan Handicap à Schaerbeek pour 2021-2023

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.

Gelet op artikel 117 en artikel 123 van de nieuwe gemeentewet;

Gezien de wil van het adviescomité voor gehandicapten om verder te gaan op een reeks  
punten die verband houden met de integratie en toegankelijkheid van de gemeente;

Gezien de verbintenis van de gemeente om het Handycity-label te verkrijgen;

Gezien de huidige gezondheids crisis die discriminaties tegen mensen met een handicap aan  
het licht gebracht heeft;

Gezien het verslag van 15 maart 2022 van het College van Burgemeester en Schepenen;

Aangezien dat de conclusies van dit verslag moeten worden aanvaard.

BESLIST

om de uitvoering van een Plan voor mensen met een beperking voor Schaerbeek voor 2021-  
2023, goed te keuren

SP 33.- Enseignement fondamental - Scission de l'Ecole communale fondamentale René Magritte en deux écoles autonomes (maternelle et primaire) - Démarches administratives officielles auprès de la Fédération Wallonie-Bruxelles. --  
Basisonderwijs - Splitsing van de gemeentelijke basisschool René Magritte in twee onafhankelijke scholen (kleuter en lager) - Officiële administratieve procedures bij de Federatie Wallonie-Brussel.

Monsieur Verzin intervient  
Monsieur De Herde répond

Approuvé à l'unanimité. -- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.

LE CONSEIL COMMUNAL  
Approuvé à l'unanimité.

Vu la nouvelle loi communale ;  
Vu le décret "Missions" du 24/07/1997 ;  
Vu la circulaire 8208 du 13/08/2021 relative à l'organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire ;  
Considérant l'avis positif de l'Inspecteur pédagogique communal ;  
Considérant la validation du projet de scission de l'Ecole René Magritte par le Collège en séance du 05/10/2021 ;  
Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Échevins, en date du 22/03/2022 ;  
DECIDE

1. D'approuver la scission de l'Ecole communale fondamentale René Magritte en deux écoles autonomes (maternelle et primaire) dès le 29 août 2022 ;
2. D'accepter le numéro FASE 95277 cédé par la Ville de Visé ;
3. De valider l'attribution de ce numéro FASE à la future Ecole maternelle autonome René Magritte ;
4. D'attribuer le numéro FASE 401 actuel de l'Ecole fondamentale René Magritte à la future Ecole primaire autonome René Magritte (à partir du 29 août 2022) ;
5. D'approuver l'attribution de l'adresse actuelle de l'école fondamentale : Rue Van Oost, 46 à 1030 Schaerbeek à la future Ecole primaire autonome René Magritte (à partir du 29 août 2022) ;
6. De valider l'adresse administrative de la future Ecole maternelle autonome René Magritte : Rue Van Oost, 46A Boîte 1 à 1030 Schaerbeek ;
7. De solliciter la reconnaissance de la scission par la Fédération Wallonie-Bruxelles et l'obtention des subventions relatives à ces établissements de l'enseignement officiel subventionné, via l'application des normes de rationalisation prévues en cas de restructuration des établissements scolaires au sein d'un pouvoir organisateur pour une école non isolée dans une commune de plus de 500 habitants/km<sup>2</sup> ;
8. De désigner Madame L. M. . . . , Directrice actuelle de l'Ecole fondamentale René Magritte, en tant que Directrice de la future Ecole primaire autonome René Magritte (à partir du 29 août 2022) ;
9. D'autoriser le Département de l'Inspection pédagogique à débiter les procédures réglementaires en matière de désignation d'une direction pour l'Ecole maternelle autonome René Magritte (avec une désignation prévue le 29 août 2022) ;

DE GEMEENTERAAD  
Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.

Gelet op de nieuwe gemeentewet  
Gelet op het decreet "Missions" van 24/07/1997 ;  
Gelet op de Circulaire 8208 van 13/08/2021 betreffende de organisatie van het gewoon kleuter- en lager onderwijs  
Overwegende het positief advies van de Pedagogische Inspecteur ;

Overwegende de aanvaarding, door het College van 05/10/2021, van het project aangaande de splitsing van de gemeentelijke basisschool René Magritte ;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen van 22/03/2022 ;

BESLUIT

1. De splitsing van de gemeentelijke basisschool René Magritte in twee onafhankelijke scholen (kleuter en lager) vanaf 29/08/22 goed te keuren;
2. Het nummer FASE 95277, afgestaan door de Stad Visé, te aanvaarden;
3. Om dit FASE nummer toe te kennen aan de toekomstige autonome kleuterschool René Magritte;
4. Om het actuele nummer FASE 401 van de basisschool Rene Magritte toe te kennen aan de toekomstige autonome lagere school René Magritte (vanaf 29/08/22) ;
5. Om het huidige adres van de basisschool : Van Ooststraat 46 te 1030 Schaarbeek toe te kennen aan de toekomstige autonome lagere school Rene Magritte (vanaf 29/08/22) ;
6. Om het administratieve adres van de toekomstige autonome kleuterschool René Magritte : Van Ooststraat 46A bus 1 te 1030 Schaarbeek, goed te keuren,
7. Om de erkenning door de Federatie Wallonie-Brussel en de financiering van deze openbare school aan te vragen met de toepassing van de normen van rationalisering in geval van herstructurering van de scholen van een organiserende macht - voor een geïsoleerde school in een gemeente van meer dan 500 inwoners/km<sup>2</sup> ;
8. Om Mevrouw L. M.-.-.-, huidige directrice van de basisschool René Magritte, als directie van de toekomstige lagere autonome school René Magritte (vanaf 29/08/22) aan te duiden ;
9. Om het Departement van de pedagogische inspectie toe te laten te starten met de reglementaire procedures aangaande de aanduiding van een directie voor de toekomstige autonome kleuterschool René Magritte (voor een aanwijzing gepland op 29/08/22)

SP 34.- Réseau Coordination Enfance asbl : Avenant à la convention pluriannuelle 2020-2025 modifiant les articles 2§4 et 3§1 al. 2 et remplaçant l'avenant du 28 avril 2021 - Approbation -- VZW Réseau Coordination Enfance - Aanhangsel bij de beheerscontract 2020-2025 wijzigend de artikels 2§4 et 3§1 al. 2 en vervangend de aanhangsel van 28 april 2021

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. -- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité.

Vu les articles 117 et 123 de la Nouvelle Loi Communale;

Vu la Loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certains subsides;

Vu la délibération du Conseil communal du 27 mars 2019 adoptant le règlement relatif à l'octroi, l'emploi et le contrôle de subventions communales;

Vu la délibération du Conseil communal du 27 mai 2020 adoptant la convention pluriannuelle 2020-2025 entre la Commune et l'Asbl "Réseau Coordination Enfance"

Vu la délibération du Conseil communal du 28 avril 2021 adoptant l'amendement à la convention cadre

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins du 22 mars 2022 ;

DECIDE :

d'approuver l'avenant modifiant les articles 2§4 et 3§1 al. 2 entre la Commune et l'ASBL "Réseau Coordination Enfance" et remplaçant l'avenant du 28 avril 2021

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.

Gelet op artikelen 117 en 123 van de nieuwe gemeentewet ;

Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning van het gebruik van sommige toelagen ;  
Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 27 maart 2019 goedkeurend het reglement betreffende de uitreiking, het gebruik en de controle van gemeentelijke toelagen ;  
Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 27 mei goedkeurende het beheercontract 2020-2025 tussen de gemeente en de Vzw "Réseau Coordination Enfance" ;  
Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 28 april 2021 goedkeurende het aanhangsel aan het beheercontract  
Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen van 22 maart 2022;  
BESLIST :  
het aanhangsel wijzigend de artikles 2§4 et 3§1 al. 2 van het beheercontract 2020-2025 tussen de gemeente en de VZW "Réseau Coordination Enfance" en vervangend het aanhangsel van 28 april 2021, goed te keuren

\* \* \* \* \*

Après le point 34 vote nominal auquel participent les conseillers communaux suivants ---  
Na het punt 34 hoofdelijke stemming waaraan de volgende gemeenteraadsleden deelnemen : Mme-mevr. Cécile Jodogne; M.-h. Vincent Vanhalewyn; M.-h. Mehmet Bilge; Mme-mevr. Adelheid Byttebier; M.-h. Michel De Herde; M.-h. Frederic Nimal, Mmes-mevr. Sihame Haddioui, Deborah Lorenzino, MM.-hh. Thomas Eraly, Quentin Van den Hove, Mme-mevr. Lorraine de Fierlant; MM.-hh. Bernard Guillaume, Georges Verzin, Emin Ozkara, Sadik Koksai, Ibrahim Dönmez, Abobakre BOUHJAR, Mme-mevr. Angelina Chan, MM.-hh. Axel Bernard, Hasan Koyuncu, Mme-mevr. Done Sonmez, MM.-hh. Arnaud Verstraete, Matthieu Degrez, Mmes-mevr. Leila Lahssaini, Leticia Sere, Lucie Petre, M.-h. Mohammed Abkoui, Mmes-mevr. Naima Belkhatir, Emel Kose, Vanessa Loodts, Marie Nyssens, MM.-hh. Hamza BOUKHARI, Cedric Mahieu, Elyass EL YAKOUBI, Mamadou Bah, Kevin Likaj, Mohamed Echouel, Yuri DEBELDER, Mme-mevr. Maité Bodart.

\* \* \* \* \*

RESULTAT DU VOTE – UITSLAG VAN DE STEMMING

OUI – JA : 0

NON – NEEN : N

ABSTENTION – ONTHOUDING : -

PAS DE VOTE/VOTE ANONYME – GEEN STEM/ANONIEME STEMMING : ----

Points de l'O.J. Punten agenda	1-2, 4-9, 12-14, 17-25, 27-34	3	10	11	15	26
VANHALEWYN VINCENT	0	0	0	0	0	0
BILGE MEHMET	0	0	0	0	0	0
BYTTEBIER ADELHEID	0	0	0	0	0	0
DE HERDE MICHEL	0	0	0	0	0	0
NIMAL FREDERIC	0	0	0	0	0	0
HADDIOUI SIHAME	0	0	0	0	0	0
LORENZINO DEBORAH	0	0	0	0	0	0
ERALY THOMAS	0	0	0	0	0	0
VAN DEN HOVE QUENTIN	0	0	0	0	0	0
DE FIERLANT LORRAINE	0	0	0	0	0	0
GUILLAUME BERNARD	0	0	0	0	0	0
CLERFAYT BERNARD	----	----	----	----	----	----
VERZIN GEORGES	0	0	0	N	N	0
OZKARA EMIN	0	0	0	0	0	0
KOKSAL SADIK	0	0	0	0	0	0
DÖNMEZ IBRAHIM	0	-	-	0	-	0
BOUHJAR ABOBAKRE	0	-	-	0	-	0
CHAN ANGELINA	0	0	0	N	-	0
BERNARD AXEL	0	0	-	0	-	0
KOYUNCU HASAN	0	-	-	0	-	0
SONMEZ DONE	0	-	-	N	-	0
EL KHATTABI FATIHA	----	----	----	----	----	----
VERSTRAETE ARNAUD	0	0	0	0	0	0
BEN ADDI TAOUFIK	----	----	----	----	----	----
DEGREZ MATTHIEU	0	-	-	0	-	0
GERAETS CLAIRE	----	----	----	----	----	----
LAHSSAINI LEILA	0	0	-	0	-	0
BEN ABOU FATIMA	----	----	----	----	----	----
SERE LETICIA	0	0	0	0	0	0
PETRE LUCIE	0	0	0	0	0	0
EL KARAOUI ABDELHAKIM	----	----	----	----	----	----
DOGANCAN EMEL	----	----	----	----	----	----
YILDIZ YUSUF	----	----	----	----	----	----
ABKOUI MOHAMMED	0	-	-	N	-	0
BELKHATIR NAIMA	0	-	-	N	-	0
KOSE EMEL	0	0	0	N	-	-
LOODTS VANESSA	0	0	0	0	0	0
NYSSSENS MARIE	0	0	0	-	-	-
BOUKHARI HAMZA	0	0	-	-	-	-
MAHIEU CEDRIC	0	0	0	-	-	-
EL YAKOUBI ELYASS	0	0	0	0	0	0
BAH MAMADOU	0	0	0	0	0	0
LIKAJ KEVIN	0	0	0	0	0	0
ECHOUEL MOHAMED	0	0	0	0	0	0
DEBELDER YURI	0	0	-	0	-	0
BODART MAÏTÉ	0	0	0	0	0	0
JODOGNE CÉCILE	0	0	0	0	0	0
OUI-JA	39	32	28	30	23	35
NON-NEEN	0	0	0	6	1	0
ABSTENTIONS - ONTHOUDINGEN	0	7	11	3	15	4

ORDRE DU JOUR (REPRISE) -- AGENDA (VERVOLG)

POINT(S) INSCRIT(S) À LA DEMANDE DE CONSEILLERS COMMUNAUX -- PUNT(EN) OPGETEKEND OP VERZOEK VAN GEMEENTERAADSLEDEN

SP 35.- Le projet de réaménagement de l'avenue Princesse Elisabeth (Motion de Monsieur Matthieu DEGREGZ) -- Het ontwerp voor de herinrichting van de Prinses Elisabethlaan (Motie van de heer Matthieu DEGREGZ)

Monsieur Degrez expose sa motion  
Monsieur Mahieu, Madame Chan, Monsieur Verzin, Madame Lahssaini et Monsieur Guillaume interviennent  
Madame Byttebier répond  
Monsieur Degrez intervient

Vote sur la motion de Monsieur Degrez par appel nominal -- Stemming op de motie van de heer Degrez met naamafroeping :

22 non, 16 oui pour et 1 abstention -- 22 neen, 16 ja en 1 onthouding

La motion est rejetée -- De motie wordt verworpen

SP 36.- L'organisation d'une consultation populaire sur le plan Good Move Schaerbeek (Motion de Monsieur Matthieu DEGREGZ) -- De organisatie van een burgerraadpleging over het plan Good Move Schaarbeek (Motie van de heer Matthieu DEGREGZ)

Monsieur Degrez a exposé sa motion lors des débats au point 11

\* \* \* \* \*

Monsieur Verstraete et Madame Lorenzino quittent la séance -- De heer Verstraete en Mevrouw Lorenzino verlaten de vergadering

\* \* \* \* \*

SP 51.- Les nuisances sonores et incivilités rue Verte (Demande de Madame Naïma BELKHATIR) -- De geluidsoverlast en onbeschaafdheid in de Groenstraat (Verzoek van Mevrouw Naïma BELKHATIR)

Madame Belkhatir expose sont point  
Madame la Bourgmestre ff répond

SP 52.- La solidarité avec la Palestine (Demande de Monsieur Yuri DE BELDER) -- De solidariteit met Palestina (Verzoek van de heer Yuri DE BELDER)

Monsieur De Belder expose son point  
Monsieur van den Hove et Monsieur Eraly répondent  
Monsieur De Belder intervient

QUESTIONS ORALES -- MONDELINGE VRAGEN

SP 53.- Sèniorie Brems – L'accessibilité pour les habitants - Pannes d'ascenseurs (Question de Monsieur Matthieu DEGREGZ) -- Seniorie Brems - Toegankelijkheid voor de bewoners - Panne van de liften (Vraag van de heer Matthieu DEGREGZ)

Monsieur Degrez pose sa question  
Monsieur Vanhalewyn répond

La séance publique est levée à 23 heures et 40 minutes -- De openbare vergadering wordt beëindigd om 23.40 uur.